

Feuilleton *Le Cinquième Saut*

Épisode 4

Profession-Gendarme

L'édition originale du Cinquième Saut comprend plus de cinq cents notes. Cette édition numérique publiée par Profession-Gendarme n'en a conservé qu'une trentaine, particulièrement utiles. Dans le même esprit, quelques autres ont été intégrées directement au texte.

Présentation de l'ouvrage

Colombey-les-Deux-Églises, janvier 1957. Un vieil homme monte dans une DS aux taules presque aussi tannées que lui. Cet homme, ce géant qui s'avance sur les graviers feuillus de la Boiserie, c'est Charles de Gaulle. L'Homme du 18 juin s'apprête encore une fois, directement, à sauver la France. Mais dans cette entreprise héroïque, il le sait, d'une manière ou d'une autre, le mensonge sera le maître-mot. En même temps que la vie ou la mort, à chaque seconde. Le Général parviendra-t-il à accomplir le Cinquième Saut ? Réussira-t-il à changer la face du monde et, telle une onde, celle de l'univers, pour le sauver aussi ? Après avoir tout vaincu... jusqu'à lui-même ?

Auteur d'essais et d'articles qui ont profondément renouvelé le récit de la décolonisation franco-africaine, Alexandre Gerbi retourne ici l'histoire comme un gant. Au fil d'une épopée qui tient de la fresque uchronique, du roman d'espionnage et du conte, une autre idée de la Ve République renaît avec ses espoirs fous et ses rêves engloutis. Une clef essentielle pour comprendre enfin ce qui pourrait peut-être, encore, sauver notre époque...

LE CINQUIÈME SAUT

DU MÊME AUTEUR

Histoire occultée de la décolonisation franco-africaine, Imposture, refoulements et névroses, L'Harmattan, 2006.

Profil d'une Révolution, pour une nouvelle histoire d'amour, article publié dans *L'Afrique : Histoire d'une longue errance ?* Actes du Colloque, L'Harmattan, 2007.

L'Amor est morte : De la « décolonisation » et de l'avenir franco-africain, article publié dans *Décolonisation de l'Afrique ex-française : enjeux pour l'Afrique et la France d'aujourd'hui*, Actes du Colloque, L'Harmattan, 2010.

La République inversée, Affaire algérienne (1958-1962) et démantèlement franco-africain, avec Raphaël Tribeca, L'Harmattan, 2011.

Histoire inavouable de la Ve République, De la révolution inversée au désastre contemporain, L'Harmattan, 2015.

Crise française : sources inavouables pour une issue fraternelle, article publié dans la revue *Lignes* n°50, mai 2016.

Le Toton de Welching Gulch ou L'Extraordinaire histoire de Marcellineau d'Anjoux, western, Éditions du Plaqueminier, 2022.

Alexandre Gerbi

LE CINQUIÈME SAUT

OU

**LE LIVRE BLANC
DE CHARLES DE GAULLE**

Chronique d'une Résurrection

Éditions du Plaqueminier

Épisode 4

Résumé des épisodes précédents

En 1946, l'Empire colonial est devenu l'Union Française. A partir du milieu des années 1950, la IV^e République s'est mise à la démanteler. En seulement quatre ans, les gouvernements successifs ont abandonné en bloc l'Indochine (Tonkin, Annam, Cochinchine, Laos, Cambodge) puis le Maroc, la Tunisie, le Fezzan (Libye). Tout en plaçant les territoires d'Afrique noire et les Comptoirs de l'Inde sur la rampe de largage. Au grand dam du peuple et de l'Armée.

En mai 1958, après une longue crise ministérielle, plusieurs événements vont mettre le feu aux poudres. Le nouveau gouvernement français, dirigé par Pierre Pflimlin, envisage d'ouvrir des négociations au sujet de l'Algérie. Son interlocuteur désigné, le FLN (Front de Libération Nationale), qui exige l'indépendance immédiate, mène depuis trois ans et demi une guerre terroriste particulièrement barbare et meurtrière dans les départements d'Afrique du Nord. A Alger, les Européens, bientôt rejoints en masses par les Arabo-Berbères, se soulèvent contre le « Système », et en faveur de l'Algérie française. Dans de grandes scènes de fraternisation, ils en appellent au général de Gaulle. Sous l'œil bienveillant de l'Armée et les encouragements des agents gaullistes qui grenouillent sur place...

Le Général sort alors du silence. Accusant le régime de conduire par ses choix insensés la France vers les gouffres, jouant de la menace d'un coup d'État militaire, il va s'emparer du pouvoir (« *Opération Résurrection* »).

Tout le monde l'ignore, mais dans cette entreprise l'ermite de Colombey est en contact avec les frères Dulles, respectivement secrétaire d'État américain et chef de la CIA. Leur plan est machiavélique : De Gaulle va feindre d'être acquis à la cause de l'unité franco-algérienne. Il va se réclamer de la fraternité et de la sauvegarde des territoires d'Afrique subsaharienne. Ainsi il mettra l'Armée et le peuple dans sa poche. A charge pour lui, une fois aux manettes, d'incurver progressivement sa ligne, pour finalement faire exactement le contraire : démanteler d'abord l'ensemble franco-africain pour mieux liquider enfin l'Algérie. En contrepartie, les Etats-Unis, leurs réseaux d'influence et leurs services secrets lui apporteront un appui discret mais efficace dans son coup d'État, et le garderont d'éventuelles oppositions y compris militaires. Ainsi puissamment aidé et protégé, De Gaulle pourra en finir avec l'Algérie et l'Afrique françaises. En assouissant son programme secret de « dégagement » au nom de la « certaine idée » qu'il se fait de la France, De Gaulle comblera les vœux géostratégiques des Etats-Unis, puisqu'en larguant l'outremer africain, il rayera du même coup la France de la carte comme superpuissance.

Le scénario semble imparable. Et en effet, une fois revenu au pouvoir, le nouveau président donne le change comme prévu. Dans son fameux discours d'Alger, il exalte la fraternité et la fusion fraternelle des communautés européennes et arabo-berbères dans la France. Puis il annonce le « *Plan de Constantine* », vaste programme de développement accéléré de l'Algérie, en vue de l'Intégration politique et sociale de ses populations. Dans la foulée, au cours de l'été, il entreprend une tournée triomphale en Afrique subsaharienne. Le 28 septembre 1958, par référendum, l'extraordinaire Ve République égalitaire est plébiscitée en métropole aussi bien qu'outre-mer. Lorsque dans la foulée, en octobre, le Gabon demande à devenir un département français en application de l'article 76 la Constitution, De Gaulle accepte, au grand désarroi de Debré. Par la suite, le Général négocie secrètement le ralliement à la France d'une partie essentielle du FLN de l'intérieur, avec le commandant Si Salah.

Après des mois de doutes, l'affaire Si Salah, qui détruit le FLN, achève de convaincre Debré et les Américains que De Gaulle a décidé de piétiner leurs accords. Le « Plan Dulles » n'est plus qu'un vieux souvenir. Le torchon brûle entre Paris et Washington. Ce dernier accuse De Gaulle de dérive « fasciste » et, pour le discréditer, révèle le Plan, le pacte qui liait l'ermite de Colombey à la CIA et au Département d'État. A Paris, Debré, sur le point de démissionner avec fracas, est arrêté et jeté en prison. A New York, une militante noire francophile, Elizabeth Law-Higgins, assassine Allen Dulles, chef de la CIA.

Pour remplacer Debré, le Général nomme le grand poète et politique sénégalais Léopold Sédar Senghor à Matignon. Sous son ministère, les territoires d'Afrique subsaharienne revendiquent et obtiennent la départementalisation, le Laos retrouve la France, tandis que le Général vole au secours des Comptoirs de l'Inde.

L'onde de choc française provoque d'importants remous dans une société américaine fracturée de l'intérieur par le racisme et la ségrégation. Emporté lui aussi dans le tourbillon gaullien, le Québec, où le Général a effectué une tournée triomphale en 1967, va-t-il à son tour rentrer dans l'orbite française ? Jusqu'où ira Charles de Gaulle ?

Le triomphe de Bourgault

La popularité gaullienne atteignait également des sommets au Québec. Depuis 1967, les rattachistes y connaissaient une ascension irrésistible.

Entraîné par l'infatigable Pierre Bourgault, le *Parti Québécois Rattachiste* atteignit 32% d'adhésion de l'électorat à la fin du second mandat du Général. Près de quatre ans plus tard, lorsque s'acheva le Ministère Ferhat Abbas, en novembre 1976, le panache bleu et blanc fleurdelisé du PQR était aux portes du pouvoir. Des élections générales étaient prévues pour décembre.

Si la part du Général dans le phénomène indépendantiste québécois demeurait difficile à évaluer, elle était évidemment considérable. Le soir de la victoire du PQR, le 15 novembre 1976, Pierre Bourgault s'adressa à ses partisans enflammés. Retraçant depuis ses origines l'épopée de la résistance canadienne française face à la vouivre britannique, il déclara :

« Voici un petit peuple, massacré, littéralement, éparpillé. Par-dessus, un conquérant qui écrase et qui impose sa loi par la force des armes : c'est ça, la conquête ! Et c'est de ce moment-là que nous commençons d'être remplacés dans tous les domaines, surtout dans les domaines politique et économique. Et c'est pourquoi c'est important, parce que nous souffrons encore aujourd'hui de ce remplacement qui commence à la conquête. C'est ça notre histoire ! Et tout cela commence véritablement en ce milieu du XIXe siècle où, là, devenant une minorité, il nous faut perdre espoir dans ce grand Canada. Et ce statut de minoritaire (...) sera consacré en 1867, institutionnalisé par la Fédération, par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. (...) On a institutionnalisé notre statut de minoritaire. Et tout de suite après, commencent les grandes batailles. Les immenses batailles de la survivance ! Même pas

de la vie, mais de la survie... Parce que le génocide, le grand génocide culturel s'abat sur le peuple canadien français. Le racisme anglais va faire des ravages partout à travers le Canada. Ici au Québec, c'est déjà très difficile de vivre, même si nous sommes la très vaste majorité. Tout se passe en anglais, la loi est anglaise, les ordres sont anglais, les affaires sont anglaises, la vie est anglaise, et nous devons prendre notre courage à deux mains simplement pour survivre. On peut imaginer ce que c'est en dehors du Québec, où les minorités françaises se font littéralement massacrer. 1871, on abolit le français au Nouveau-Brunswick. 1885, on pend Louis Riel. 1890, on abolit le français au Manitoba. 1912, on abolit le français en Ontario. C'est ça qui suit la Fédération canadienne, c'est ça, l'Acte de l'Amérique britannique du Nord : le génocide ! Et c'est par centaines de milliers qu'à travers le Canada, on nous assimile, les Canadiens français. Et nous disparaissions ! En criant ! En faisant des efforts, des sacrifices inouïs. En nous battant ! Mais nous perdons presque toutes les batailles. Vous pensez bien que tout le monde nous pensait disparus, nous pensait morts. Mais tout à coup, il y a le Général qui vient et dit : "Je les ai trouvés, ils parlent en gros le français (rires dans la salle), mais ils parlent encore français, et puis ils sont là, ils sont vivants, ils restent là." (applaudissements et longues acclamations dans la salle) Nous étions vivants, en effet, et la bataille a continué. Et elle a si bien continué que dans les années qui ont suivi, on a vu des milliers d'autres gens se joindre à la troupe. Ce 15 novembre 1976, finalement, le Parti Québécois Rattachiste prend le pouvoir à Québec ! »

Dès le lendemain, le 16 novembre 1976, Pierre Bourgault annonça que le double référendum, sur l'indépendance et le rattachement à la France, se tiendrait le 14 juillet 1977.

Alger s'abstint de tout commentaire public, afin de « *ne point poivrer outre mesure la soupe à la grimace que doit déguster Albion* », selon le mot du Général. Au demeurant, ce

dernier se fit un plaisir d'adresser un message de « *fraternelles et chaleureuses félicitations* » à Pierre Bourgault et au « *si méritoire PQR* ».

Mais tandis que la résurrection française s'épanouissait au Québec, elle faisait aussi bourgeonner de beaux rameaux chez son grand voisin états-unien...

De Dixie en Washingtonie

Sans doute l'Histoire est-elle souvent la chronique des occasions manquées. Sans doute, tout aussi souvent, se heurte-t-elle à l'impossibilité de la quadrature du cercle. Ces deux lignes logiques caractérisèrent le funeste règne de Robert « *Bob* » Kennedy qui, venu trop tard s'affronter à une équation probablement insoluble, assista impuissant à la dislocation du pays dont il avait la charge.

On a vu que, depuis le début des années 1960, les États-Unis étaient confrontés à un dilemme explosif. Sous la pression qu'exerçait sur eux le modèle français, l'émancipation des Noirs ne pouvait plus être différée. Si Washington s'y refusait, il provoquait chez les « *Afro-Américains* » une frustration et une exaspération qui conduisaient à l'émeute permanente. S'il s'engageait résolument dans la lutte contre la ségrégation, il provoquait aussitôt un violent mécontentement dans la population blanche, largement majoritaire, mais pire encore, il alimentait les velléités sécessionnistes du Sud et du Midwest. Ayant décidé de trancher pour la seconde solution, c'est-à-dire en faveur de l'abolition du régime raciste qui perdurait au-delà des vœux pieux de l'État fédéral et des « *slogans de guimauve* » (Léopold Sédar Senghor), Bob Kennedy accéléra malgré lui la renaissance de Dixie.

Probablement fut-ce l'aspect le plus déconcertant, et l'un des plus géniaux, de la doctrine de Charles de Gaulle. Alors

que tout semblait devoir conduire l'Élysée à soutenir celui qu'il avait contribué à faire élire et qui était de surcroît son beau-frère par alliance, le Général apporta en sous-main un soutien sans faille aux sécessionnistes sudistes. Le caractère invraisemblable de l'aide française apportée à ceux qui refusaient l'abolition de la ségrégation, aida sans doute à la tenir si longtemps secrète. Il fallut attendre les années 2000, l'ouverture des archives françaises et les remarquables travaux d'André Kaspi, pour découvrir l'incroyable machination à laquelle s'étaient livrés Matignon, dirigé par Ferhat Abbas, et le Quai d'Orsay, sous la conduite de Léopold Sédar Senghor. Par un réseau compliqué de sociétés écrans et de prête-noms, Alger alimenta en armes de guerre et en moyens financiers les « *soldats de Dixie* ».

En 1976, une vingtaine d'États du Sud purent ainsi faire sécession et se constituer en « *Confédération du pays de Dixie* », sans que Bob Kennedy pût militairement s'y opposer. Sept États du Midwest ne tardèrent pas à s'arrimer aux sécessionnistes du Sud qui choisirent d'établir leur capitale, brièvement et symboliquement, à Montgomery (8 avril), puis à Richmond (9 avril) et à Danville (10 avril), enfin plus durablement à Bâton-Rouge (11 avril), tandis que les États de l'Ouest prenaient à leur tour leur indépendance, regroupés autour de la puissante Californie. En définitive, seuls une douzaine d'États de la côte Est et des Grands Lacs continuèrent à revendiquer le nom d'États-Unis, terme tombé rapidement en désuétude, puisqu'on parle aujourd'hui de Washingtonie ou d'État Washingtonien.

Comme le note André Kaspi : « *Trente ans à peine après la fin de la Seconde Guerre mondiale dont elle était pourtant sortie grand vainqueur, l'Amérique n'était plus.* »

Quant à Dixie, pour le premier anniversaire de la « *proclamation solennelle* » de son indépendance, le 4 juillet 1977, elle déclara sur l'ensemble de son territoire le français langue officielle à égalité avec l'anglais en même temps que le transfert de la capitale de Bâton-Rouge à La Nouvelle-Orléans.

Elle se montra au fil des années une alliée indéfectible de la France au plan international. La ségrégation y fut totalement abolie le 14 juillet 1984, à l'occasion du « *Voyage d'adieu* » qui conduisit une dernière fois Charles de Gaulle aux Amériques et aux Antilles, cet été-là.

« *Krasu-le-Rouge* »

Tandis que les États-Unis couraient vers leur dislocation, Henri Krasucki, à qui le Général avait donné « *carte blanche* », fut le maître d'œuvre de l'accord franco-chinois de Saint-Louis (De Gaulle-Mao) et de l'accord franco-russe de Saint-Denis (De Gaulle-Brejnev).

« *Saint-Louis, berceau de la France en Afrique* », expliqua Léopold Sédar Senghor à Mao Tsé-Toung lors de sa visite dans la capitale culturelle du Sénégal, à l'occasion de la signature du Traité d'amitié, le 28 février 1972. Le Général avait chargé son ancien Premier ministre de « *servir de guide au président de l'Empire du milieu* ». Dans son discours, Mao affirma que « *Charles de Gaulle mérite sa place au panthéon communiste.* » L'année suivante, Léonid Brejnev, dans son discours de Saint-Denis prononcé le 21 janvier 1973 « *en la cathédrale des rois de France* » comme l'avait souligné le Général, déclara que « *le gaullisme est une variété intrinsèquement accomplie de socialisme tel que l'entend l'Union Soviétique.* » Ces deux traités firent « *basculer définitivement, et presque simultanément, Moscou et Pékin dans l'orbite d'Alger* ». L'*Axe Moscou-Pékin du gaullisme*, de Jean Lacouture, prête à De Gaulle ce mot d'esprit « *agglomérant* » : « *Deux géantes rouges sont entrées dans l'orbite française* ».

Annonçant la visite de Léonid Brejnev en France, la *Pravda* expliqua : « *À la veille de la visite d'amitié que s'apprête à rendre en France, ce vieil allié de la Russie, le secrétaire général du Parti communiste de l'Union Soviétique, le pays de Charles de Gaulle est sur le point d'avoir complètement*

réalisé le programme et même le rêve des socialistes révolutionnaires du début du [XXe] siècle. Il suffit, pour s'en convaincre, de relire les œuvres de la camarade Rosa Luxembourg. (...) École publique gratuite et obligatoire pour tous les garçons et filles, université comprise ; sécurité sociale universelle ; assurance chômage ; allocations familiales ; salaire minimum confortable, augmenté par la participation et l'intéressement ; congés payés annuels de quatre semaines ; promotion sociale, en particulier des masses prolétariennes dont l'ascension par l'école et l'université est une des priorités du régime ; contrôle par l'État des secteurs clefs de l'économie et des grands services publics, eau, énergie, routes, transport ferroviaire et aérien, construction navale et automobile, télécommunications, etc., tout en laissant au privé de large espace pour la liberté d'entreprendre, notamment dans l'agriculture, comme l'avait compris le camarade Lénine avec la NEP ; solidarité entre les différentes provinces du pays, les régions les plus riches permettant aux régions les plus pauvres de surmonter leurs difficultés ; abolition des inégalités liées au sexe, à la race, à l'âge, à la classe sociale (...). Sans l'ombre d'un doute, les camarades Rosa Luxembourg, Lénine et Marx auraient tenu la France gaullienne comme un modèle à suivre et à imiter. »

Ce point de vue exprimé par l'organe officiel du Parti communiste de l'Union soviétique était partagé depuis longtemps par les révolutionnaires du monde entier. Dans le sillage des foules, et non l'inverse.

« Les choses étant ce qu'elles sont, d'une manière ou d'une autre, les nations comme les activistes finissent toujours par suivre les peuples », avait observé De Gaulle...

Art : le « *Réalisme gaullien* »

À Franceville (Gabon), depuis la fin des années 1960, les « *Journées de N'Gol* » présentaient une admirable synthèse des carnavales de Calais, de Dunkerque, de Nice et des cérémonies traditionnelles africaines. Au cours de ces festivités, ouvrant d'étonnants cortèges savamment grimés et richement costumés, la gigantesque figure du Général parcourait la ville à la poursuite de ses ennemis. Hitler, Robert Schuman, Nehru, Eisenhower, Lyndon Johnson et, bien sûr, les frères Dulles et le rat Micquet, bariolés, boursouflés, fuyaient devant « *N'Gol* » en colère. Lancé à leurs trousses, celui-ci finissait toujours par les rattraper. Les effigies des « *Grands Méchants* » étaient finalement ficelées à d'immenses poteaux multicolores et brûlées à l'issue des trois jours de fête.

Mais le « *Réalisme gaullien* » ne se réduisait pas un art populaire. La musique, le cinéma, la littérature et la peinture constituaient les quatre autres grands domaines où la renaissance gaullienne donnait sa pleine mesure artistique.

Fusion de la chanson métropolitaine, des rythmes et des chants africains, des mélopées maghrébines et des harmonies indochinoises, la « *Troisième vague* » produisit l'extraordinaire génération dont Claude Nougaro, Salif Keïta, Serge Gainsbourg, Barbara, Ismaïl Lô, Guy Béart, Cheb Khider, Mademoiselle Souqueïna, Léo Ferré, Jean-Philippe Mbadingo-Ndiaye [de son vrai nom Jean-Philippe Smet, connu dans les années 1960 sous le nom de scène de « *Johnny Hallyday* »], Jacques-Soufiane Quettany, Charles Aznavour, Georges Brassens et Les Rita Mitsouko sont les plus célèbres représentants. Comme le note Philippe Manœuvre, « *alors que tout semblait destiner Alger à jouer le rôle de capitale de la musique, c'est Paris qui conserva souverainement ce titre* ».

Dans le domaine cinématographique, la métropole sut aussi maintenir ne position prépondérante. La chute et l'éclatement des États-Unis entraînèrent le rapide déclin d'Hollywood, laissant le champ libre aux studios de la Victorine, à Nice. Ceux-ci devinrent, selon la volonté du Général, « *une pépinière pour les productions de toute dimension, jusqu'aux plus grandioses, celles qui visent à créer et à recréer des mondes.* » On citera en particulier l'inoubliable *Brazza et Makoko* d'Henri Verneuil, l'immense *France nègre* de François Truffaut consacrée au magnifique quoique tragique destin de Toussaint Louverture, le poignant *Faidherbe* de Donatien Mbemba, le superbe *Lyautey* de Pierre Schoendoerffer, le monumental *Grand Esprit Nkoué Mbali* de Jean-Luc Godard, le dantesque *Vercingétorix* de Vincent Pham-Dinh, la bouleversante *Histoire de l'émir Abd el-Kader* de Jacques Obelineault, et bien sûr le somptueux *Empire Khmer* de Réda-Michel Benkheddar. Tous ces chefs-d'œuvre furent tournés pour partie dans les studios de la Victorine, pour partie en décors naturels. Chaque film répondait à une impulsion du ministère de la Culture, et coïncidait avec le lancement du porte-avions portant le nom du héros que l'œuvre filmée s'était fixé pour but d'exalter. « *Sur une idée originale de M. le Président de la République* » rappelle chaque fois, et pour l'éternité, le générique, dans un bien légitime hommage.

Hommage est aussi le maître-mot de la littérature à l'âge gaullien. Le roman a produit de façon décuplée ce que le cinéma a mis en image dans les salles obscures. Les exemples sont trop nombreux pour qu'une liste exhaustive en soit ici dressée. Parmi les cent provinces de France, on s'en tiendra à l'Afrique du poète Senghor, et parmi les mille écrivains que cette terre a portés, à deux noms exemplaires : l'éblouissant *Devoir de Non-Violence* de Yambo Ouologuem (prix Goncourt 1968), et l'admirable trilogie d'Amadou Hampâté Bâ, *L'Étrange destin de Wangrin* (prix Renaudot 1973), *Amkoullel*, *l'enfant peul* et *Oui, mon Commandant !* (prix Goncourt 1994). En poésie, parmi des centaines de noms encore, on citera les merveilleux *Sonnets musettes* de Georges Perec, ainsi que sa

fascinante *Rapparition, Chants pour un Roi cardinal* dont le Général salua la « *féerie moderne et hors le temps* », ainsi que l'exaltant *Hexagone étoilé* de Kateb Yacine, sans oublier bien sûr la célébrissime *Montagne aux mille sommets* d'Auguste Piông.

En peinture, le règne de Charles de Gaulle agit tout autant comme un catalyseur vivifiant et bienfaisant. Le peintre surréaliste franco-espagnol, Salvador Dalí, admirateur exalté du Général, lui consacra le célèbre *Polyptyque de l'Orangerie* intitulé *Savorgnan de Gaulle et le roi Mbakoko signant euphoriquement, métaphoriquement et métaphysiquement le grand Traité de Fusion perpétuelle, symbiotique et définitive, dans la méta-méta-métamorphose avec fluxions paranoïaques-critiques*, peint en 1963. Le chef-d'œuvre fut offert au général de Gaulle par l'artiste en 1964. Ce polyptyque de dix-sept panneaux est exposé en permanence au musée de l'Orangerie, à Paris. Le *Polyptyque de l'Orangerie* fit des émules. Pablo Picasso, dont la carrière avait tourné dans les années 1950 au barbouillage, connu à son tour une « *renaissance personnelle* », un « *nouveau Retour à l'ordre* » (Jean Clair) qui prit la forme, comme chez Dalí, de vastes cycles présentant le Général dans tous ses états, depuis les folles journées du printemps 1958, aux tons flamboyants (*De Gaulle en Mai*, 1964), jusque dans le plus simple appareil (*L'Heure du Bain*, 1969). Il convient aussi de mentionner les *Gaulloiseries* de Marc Chagall, prodigieux ensemble de quelque cent quatre-vingts toiles à couper le souffle, puits de lumière et enchantements célestes retraçant, là encore, « *la stupéfiante trajectoire gaulloisienne en ses sidérantes visées métaphysiques* » (André Malraux), ou encore *Le Grand Et Beau Général Surpassé Par Lui-Même Aux Différentes Figures Parachevées Accomplies Et Couronnées (LGEBGSPLMADFPAEC)* de Marcel Duchamp, dont « *les rigueurs cristallines et les valeurs ajourées portent à la fascination classicisante d'un nouveau Poussin* » (Anthony Blunt).

Mais au-delà des hommages et même des cultes rendus par les génies du siècle à celui qui inlassablement le transfigurait,

bouillonnait « *la jeune génération érigée en école, mieux, en mouvement, mieux, en renaissance de la peinture* » (Diori Hamani). Gaspard-Désiré Goupangant, Marie-Lamia Berradat-Lalloux, Fabien Desvies, Suzanne Tchangué-Huy, Dominique 'Oriata Tron, Myriam Lounès, Sylvain Honnesté, Théophile Conté, Julie Uturoa, Siméon-Kléber Houisson, Lucie Tran, Camillette Cassan, au sein du « *Mouvement de Paris* », composaient la jeune génération du *réalisme gaullien* en peinture.

Diori Hamani note dans son *Emploi du Temps* :

« *Ainsi finalement fut déchirée la page du dictionnaire Larousse où une main verte avait, en février 1916, dans la lumière du crépuscule, déposé sa laideur pour en extirper DADA. (...) Le réalisme gaullien, tourbillon de jeunesse virtuose, a renversé l'ordre ou plutôt le désordre qu'avait engendré l'horreur de la Der des Der. Un ordre-désordre dont le règne presque sans partage ravagea l'Europe durant cinquante ans. Art dégénéré pour une époque dégénérée qui accoucha du nazisme, cette antithèse – par définition ténébreuse, cruelle et étriquée – de la France qu'Hitler, d'ailleurs, haïssait. Art en charpie pour un siècle de barbarie, d'inhumanité, de décadence morale, de déchéance mentale, d'autodestruction. (...) Depuis New York, Duchamp, exilé volontaire, avait vomi son temps ; depuis Zurich, le Cabaret Voltaire, aux portes des charniers, en avait ri et même hurlé. (...) Fruit révolté d'abominations dès longtemps préparées, Dada vite effacé se dissolvait dans l'aube totalement différente d'un avenir totalement différent : 14-18 et le IIIe Reich avaient, pour le meilleur et pour le pire, engendré l'anti-Art ; la Renaissance gaullienne provoquait son effondrement en même temps que sa résurrection, sous une forme inversée et magnifiée. »*

« *Piochant à loisir comme à plaisir dans le répertoire universel des formes, s'arc-boutant pour mêler tout en recréant, de sorte que le style de chacun soit reconnaissable sans être jamais confondu avec celui d'aucun maître ni*

d'aucune autre époque (...) peindre de sorte que cela soit évidemment surgi du XXème siècle mais gonflé des inventions d'un riche passé et fidèle à lui, notamment en grâce ou en beauté », explique encore le grand ministre gaulliste...

*

* *

Le 12 octobre 1978, visitant au Grand-Palais le Salon d'Automne des Jeunes peintres du « *Mouvement de Paris* » le Général lança aux artistes en herbe :

« *Nous avançons volants !* »

Sous les éclairs déclenchés en rafales et « *illuminant de vif argent ses traits marmoréens mais palpitants* » (René Barjavel), le Président honora d'un baise-main remarqué la jeune Gabrielle Hugo, arrière-petite-fille du grand Victor. La blondinette étincelante aux yeux noisette prit, tout sourire, la pause avec Charles de Gaulle devant son *Roi Makoko*, immense acrylique sur acajou de cinq mètres de hauteur. Les glacis médiévaux remontés d'un Trecento revisité, bleus iridescents et peinture d'émail aux vibrations warholiennes, faisaient derrière ce couple improbable un décor intemporel et somptueux.

Plus acrobatique, Marie-Lamia Berradat-Lalloux, juchée sur son colossal *Faidherbe à cheval* en marbre, n'était accessible que par un impressionnant échafaudage de bois et de métal, partie intégrante de l'installation. Sans hésiter, le Général gravit les caillebotis, se hissa à huit mètres du sol pour effleurer encore une fois de son nez majestueux cette main de vingt-quatre ans.

Tandis que le Président fermait les yeux dans une sorte d'extase, au pied de la statue le « *fusionniste* » Dominique 'Oriata Tron, faune juvénile à l'extrême beauté, entama une « *chorégraphie énergisante* » qui mêlait avec douceur et grâce

les techniques de danse d'Europe, d'Inde, de Bali et d'Océanie.

Au terme de son fantastique « *ballet catalytique* », sous les yeux du public transi d'émotion, le jeune 'Oriata saisit délicatement la main de Jacqueline de Gaulle, esquissa avec elle un « *piqué arabesque avec deux spirales du bout des doigts* », puis l'entraîna sur l'échafaudage pour rejoindre le Président et Marie-Lamia qui s'étaient mis à onduler en cadence.

Au sommet de la construction de chêne, de teck et d'aluminium élevée sous l'immense verrière du Grand-Palais, sa robe opaline signée Yves Saint Laurent déployée en corolle, la première dame de France semblait flotter dans l'espace, en lévitation aux côtés de son cavalier « *danse des nuages* », sous le regard attendri de son auguste mari au bras de la jeune sculptrice ravie...

L'« *Opération Séoud* »

« *Immensément riche de leurs pétrodollars, protégés par les puissants États-Unis, les Séoud avaient envoyé leurs agents de par le vaste monde, pour qu'essaime le wahhabisme. Cette doctrine éminemment obscurantiste avait surgi au XVIIIe siècle des déserts les plus arriérés du monde arabe. Se réclamant de l'islam des origines, elle trahissait l'esprit de cette noble religion tout en prenant pour cibles tous ses croyants* », expliqua Alain Decaux en 1976, dans l'une de ses célèbres et très populaires émissions télévisées.

Depuis le début des années 1960, la dynastie des Séoud était en effet passée à l'offensive. Ses agents sillonnaient la planète et, depuis une quinzaine d'année, plusieurs d'entre eux avaient été arrêtés en France, notamment à Bône, Bougie, Rufisque et Fort-Lamy. À la grande fureur de Charles de Gaulle. Néanmoins conscient du soutien et des calculs états-uniens, et surtout des rapports de force militaires, le président français

avait choisi de temporiser, en attendant le moment propice. Il expliqua à Philibert Tsiranana :

« Les Américains voulaient nous refaire le coup d'Hitler. Comme ils avaient successivement favorisé, aidé et protégé l'illuminé de Munich, ces vicelocques se sont entichés des bouffres de Riyad. Dans les deux cas, au-delà d'une histoire de gros sous, le but était le même. Rendre folle une partie de l'humanité – hier les Allemands, aujourd'hui les musulmans – à seule fin de la jeter contre le reste du monde. (...) Une fois les protagonistes épuisés, une fois les masses pétries de haine par tant de crimes, de méfaits et de destructions, écraser la créature sous les applaudissements de la galerie. (...) Maintenant que leur parrain [états-unien] n'est plus, le moment est venu de dégommer ces charlatans couronnés. »

Le 4 juillet 1976, Dixie avait proclamé son indépendance. Dans la perspective d'un éventuel affrontement avec le Nord, « les États confédérés ressuscités » décrétèrent la mobilisation « de toutes leurs forces civiles et militaires » (André Kaspi). Le même jour, comme si l'événement avait été prévu de longue date, une armada française convergea vers l'Arabie Séoudite.

L'opération n'avait rien d'improvisé. Au cours du mois précédent, sous prétexte de manœuvres d'été dans l'Océan Indien, ce ne furent pas moins de quatre porte-avions qui, partis de Toulon, Mers el-Kébir, Diégo Suarez et Pondichéry, retrouvèrent le vaisseau amiral de la Royale, le *Nkoué Mbali*, à Djibouti. Le 4 juillet 1976, les cinq navires appareillèrent du grand port français de la Mer Rouge, cap sur la péninsule arabe, accompagnés de leurs innombrables vaisseaux d'escorte.

Sous le commandement du chef d'état-major des Armées, le Grand-Croix Si Salah entouré des maréchaux Salan, Challe, Jouhaud et Zeller, le débarquement eut lieu dès le lendemain, 5 juillet, à trois cents kilomètres au sud de Djeddah, dans la région d'Al Qunfudhah. Bien des observateurs comparèrent cette opération à celle de juin 1944 en Normandie. À cette différence près que les 80 000 hommes de troupe, marsouins et

parachutistes qui, en une seule journée, posèrent le pied sur le territoire séoudien, ne rencontrèrent aucune résistance. Le *Nkoué Mbali*, l'*Abd el-Kader*, le *Savorgnan de Brazza*, le *Khmer* et le *Lyautey* avaient préalablement détruit, en quelques heures, la totalité de la flotte séoudienne. Quant à l'aviation de « *l'État le plus régressif de la planète* » (Ferhat Abbas), clouée au sol, elle avait été anéantie en moins de quarante-cinq minutes par les bombardiers français, sous les ordres du chef d'état-major de l'Armée de l'air, le général Jean-Marie Bastien-Thiry.

Des millions de tracts lâchés sur les villes et les casernes séoudiennes avaient appelé les soldats à la désertion. Ces « *conseils* » français ayant été entendus, le peu qui restait des armées royales ne put opposer aucune résistance sérieuse aux troupes françaises. Les blindés et les hélicoptères tricolores enregistrèrent, au cours du premier jour de l'offensive, une progression de cent kilomètres à l'intérieur des terres et vers le nord. Les 6 et 7 juillet, La Mecque et Médine étaient déclarées « *villes ouvertes* ». Selon le vœu élyséen, les deux principales cités saintes de l'islam furent occupées par des soldats français musulmans, « *pour ménager autant que possible les sensibilités de certains.* » Le 14 juillet, enfin, la capitale séoudienne, Riyad, tomba sans combattre.

Quinze jours après le déclenchement de « *l'opération Séoud* », la France apparaissait comme l'incontestable vainqueur de cet « *anti-conflit* » (*Le Figaro*). Le roi Khaled ben Abdelaziz, ainsi que ses principaux ministres, avaient choisi la fuite. Ils furent arrêtés à la frontière koweïtienne et emprisonnés par des milices locales ralliées à la France.

Lors du procès qui se tint rapidement – dès la fin du mois d'août –, le Tribunal révolutionnaire de Riyad accusa le souverain déchu de « *crime contre l'islam* », pour avoir « *dévoiyé notre sainte religion dans son propre pays qui est aussi la terre sacrée du Prophète bien-aimé, et tenté de [la] pervertir et de [la] corrompre dans le reste du monde sous l'œil complice et avec l'appui de l'éblis de Washington [sic]* », selon

les conclusions du procureur. Khaled ben Abdelaziz Al Séoud fut également accusé de « *violation caractérisée des droits de l'Homme* », mais aussi des « *droits de la Femme* » dont la France, sous l'influence de Jacqueline de Gaulle, était devenue l'universelle promotrice.

Le 4 septembre, la république fut proclamée en Arabie et la démocratie établie. Conformément à la nouvelle Constitution, un « *code civil* », inspiré du texte français, fut instauré, et la femme proclamée libre, au grand ravissement du peuple. Cet appui populaire à « *la sortie du Moyen Âge séoudien* » (Catherine Nay) confirma que les mentalités d'Arabie avaient connu une évolution similaire à celle de tous les pays musulmans, sous la quadruple influence du kémalisme, du baasisme, du Chah d'Iran et de la France, « *ces quatre dynamiques étant [d'ailleurs] liées* », comme l'a bien montré Françoise Giroud. Enfin, le pays reprit le nom d'Arabie, débarrassée du « *sobriquet* » (De Gaulle) de « *Séoudite* ».

La nouvelle Assemblée nationale d'Arabie déclara la France « *protectrice des lieux saints* » et le Général « *Grand Gardien de La Mecque et de Médine* ». Dans un climat de liesse populaire dont l'ampleur étonna le monde, la cérémonie fut organisée dans ces deux villes, en plus de la capitale, Riyad, dont les autorités municipales insistèrent pour que leur cité portât désormais le nom de *Riyad-Charles-de-Gaulle-Ville*.

Ce dernier changement avait été voté à la majorité absolue, et le nouveau Grand Gardien des lieux saints « *accepta cet honneur de grand cœur* ». Bien entendu, le Premier ministre Ferhat Abbas et le Grand Mouphti de France assistèrent à l'ensemble des cérémonies. Le chef du gouvernement français salua « *la glorieuse révolution d'Arabie, dont l'importance est capitale pour elle-même comme pour le monde* » et Hassan I^{er} se déclara « *comblé d'accueillir dans la communauté musulmane française les populations d'Arabie, terre tant aimée et bénie de Dieu* », ajoutant, en français et en arabe : « *Au fond, c'est un retour au bercail* ». Le territoire n'ayant, de mémoire humaine, jamais fait partie de la France, chacun comprit la

dimension éminemment spirituelle et métaphorique que revêtait la formule du saint homme...

La rapidité et l'esprit démocratique avec lesquels toute l'opération avait été conduite força l'admiration des chancelleries. L'URSS et la Chine approuvèrent d'une même voix « *le grand progrès qu'apporte la mère de la Révolution du peuple dans cette partie du monde, hier encore foyer de l'obscurantisme le plus réactionnaire* ».

De leur côté, les États-Unis, vivant leurs dernières heures, se bornèrent à condamner « *une énième manifestation de l'impérialisme gaullien.* » Croustillant détail : Dixie, qui venait de proclamer son indépendance, estima que « *la France [était] dans son bon droit, et remplaçait avantageusement l'impérialisme pervers de l'État lincolnien, wilsonien, rooseveltien et washingtonien.* »

Le Mouvement Rattachiste d'Arabie (MRA) revendiqua dès 1978 la départementalisation du pays. Les manifestations hâtèrent les pourparlers entre Alger et Riyad, qui aboutirent en décembre 1980 aux Accords de Rabat. Les représentants de la République d'Arabie et la France signèrent le protocole de protectorat « *pour les cent ans à venir* » entre les « *deux nations souveraines* ». L'érection effective de l'Arabie en « *protectorat français* », le 1^{er} janvier 1981, acheva ce « *bien-faisant processus* » (Charles de Gaulle). Une page était tournée.

Expliquant son refus d'aller jusqu'à la départementalisation de l'Arabie, le Général expliqua : « *La France n'est point une puissance impérialiste. Elle n'est pas davantage la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf dont rient parfois de facétieux saltimbanques. L'amitié, si elle peut conduire à l'union, doit être mûrie au fil d'une vie commune, longue et harmonieuse. Ce temps viendra peut-être un jour, mais n'est point encore venu.* »

Au demeurant, avec quarante ans de recul, force est de constater que si l'Arabie est demeurée, selon le vœu du Général auquel se sont toujours conformés tous ses successeurs, un

pays indépendant, son imbrication dans la France, notamment en matière de production pétrolière et gazière, d'éducation et de droit, est proche de la symbiose.

« Le malheur qui nous fut épargné »

Dans le tome 4 de son *Journal de l'Élysée, Le zénith du gaullisme (1974-1978)*, Jacques Foccart rapporte les propos que lui tint le Général, en 1975 :

« Sous prétexte de préserver la France de l'islam et de ce qu'ils appelaient la bougnoulisation, Debré, Couve [de Murville], Messmer, comme, quoique diversement, Mollet, Pflimlin, Thorez et beaucoup d'autres, voulaient absolument que j'abandonne l'Algérie. Il fallait les entendre, ces gougnafiers, en 1958, en 1959, et même encore en 1960 ! Ils me poussaient à abandonner l'Algérie ! Ils m'incitaient à m'allier au FLN ! Il semblait totalement leur échapper – à moins que ce ne fût leur calcul – que le FLN aurait massacré les innombrables Arabo-Berbères qui nous étaient fidèles. À partir de là, ces professionnels du crime auraient bourré le crâne des survivants terrorisés, en les transformant au bout du compte en autant d'ennemis fanatisés de la France. Ils auraient aussi chassé jusqu'au dernier les Pieds-Noirs. Les trotte-menu du désastre me répétaient que cet exode serait une aubaine pour la métropole, qui manquait alors de bras. Quelle courte vue ! Tout cela aurait surtout provoqué la ruine de l'Algérie ! Les partisans du dégagement, se croyant habiles, préconisaient que je cède au FLN, contre toute raison, par-dessus le marché, le pétrole et le gaz du Sahara¹ ! Songez que cette politique insensée nous aurait fait perdre, en même temps que de notre indépendance énergétique, tout honneur. Convaincu d'avoir trahi ceux qui avaient placé en lui leur plus hautes espérances, le général de Gaulle serait apparu, tôt ou tard, comme un

monstre devant l'Histoire – car c'est bien mes serments de juin 1958, d'Alger à Mostaganem, qui avaient convaincu de nombreux musulmans, jusque-là prudemment attentistes, de prendre ouvertement le parti de la France, aux côtés de leurs frères pieds-noirs ! Tout cela, un jour ou l'autre, je vous le dis, serait remonté à la surface. (...) Et puis, Foccart, cette politique de zozo, en déchaînant la terreur politique et en plongeant l'Algérie dans l'effondrement économique et social, aurait provoqué, très rapidement, un exode massif des Algériens vers la France. Imaginez donc ces cohortes de malheureux déferlant, décennies après décennies, sur l'ancienne métropole, à la recherche d'un salut que, de toute évidence, le pouvoir FLN, corrompu par nature, incapable par vocation, aurait été hors d'état de leur assurer sur place ! Intoxiqués par le bourrage de crâne nationaliste et fanatique que ce même FLN, avec notre bénédiction et notre appui, n'eût point manqué de leur infliger, nul doute qu'à moyen ou long terme, tous ces déshérités, ou leurs enfants, ne fussent devenus autant d'ennemis de l'intérieur, une cinquième colonne déterminée à poursuivre une reconquête à l'envers que le FLN a d'ailleurs toujours préconisée. Et qui sait si leur religion, l'islam, que nous connaissons aujourd'hui si paisible, si fidèle, ne serait pas retombée dans ses vieux démons, obscurantistes et conquérants. En tout cas, soyez-en sûr, le FLN au pouvoir aurait tout fait pour cela et, c'est à craindre, avec notre renfort, y serait probablement parvenu ! (...) Aujourd'hui, on me tresse des couronnes de laurier, on loue ma hauteur de vue, la générosité et la clairvoyance de mon cœur. C'est très bien. Mais en réalité, la nature des choses ne me laissait guère le choix. Il ne fallait pas être grand clerc pour comprendre que si nous avions lâché l'Algérie sous prétexte d'échapper à la bougnoulisation, nous aurions préparé de futures catastrophes, et assuré, justement, la pire des bougnoulisations qui puisse arriver à la France ! À l'inverse, en restant sur place, en appliquant les principes égalitaires et fraternels que prescrit la République, nous nous sommes donné les moyens de prévenir le désastre. Évidemment, il a fallu pour cela accepter que la France, en débordant amplement des frontières de la Gaule,

cessât d'être seulement gauloise, gréco-latine et chrétienne, pour devenir aussi, en son parlement, en son administration et dans son peuple, arabo-berbère et musulmane, nègre et animiste, indochinoise, bouddhiste et hindouiste. Vous vous en doutez, tout cela m'a posé de durs cas de conscience. Souvent, à Colombey, dans mon bureau de La Boisserie, les yeux sur la campagne lorraine, j'ai songé à notre cher Barrès. Et plus d'une fois, je ne vous le cèlerai pas, il m'est arrivé de douter. Mais De Gaulle fini par trancher. Avec le recul, je veux croire que les faits me donnent raison. Nos filles et nos fils d'Afrique, d'Indochine et d'ailleurs démontrent jour après jour, par l'amour passionné qu'ils témoignent à la France, que c'eût été un crime de les abandonner aux fous sous prétexte que nous ne pouvions, du fait de leur race ou de leurs dieux, leur faire confiance. Car ils apportent à la France, eux aussi, l'âme de leurs morts, la voix de leur terre, le génie de leurs pères, le charme de leur sensibilité, la splendeur de leurs cultures, qui sont ensemble désormais les nôtres autant que les leurs. Et je vous le dis, Foccart, la France s'en trouve grandie, et ne serait plus elle-même si on l'en privait. Quant à ceux qui m'ont poussé à faire l'inverse, l'Histoire se chargera d'effacer jusqu'au souvenir de leur misérable existence. »

Le Général ajouta, implacable :

« Je préfère ne pas imaginer dans quel état je me trouverais aujourd'hui si j'avais marché dans les plans de Debré et des Dulles. Bien sûr, j'aurais pu transformer ma trahison en victoire. Délesté de la plupart de nos charges en Afrique, les territoires redevenus colonies sous prétexte d'en faire des États, le continent serait devenu notre vache à lait. J'aurais pu déployer à travers ce pré carré un système plus efficace encore que le colonialisme. L'exploitation et le rendement maximum avec l'investissement minimum. A l'inverse, dans la France réduite à la métropole, c'est-à-dire à sa partie la plus riche et la plus performante, j'aurais eu beau jeu d'offrir l'opulence à la multitude, en démontrant la justesse de mes choix par la société de consommation, la télévision et l'américanisation. Charles de Gaulle aurait été le président de la civilisation du

supermarché, de la machine à laver plus blanc que blanc et du rock'n'roll. Et tout cela, au nom de la préservation de la France éternelle et de la modernité, et moins officiellement pour effacer dans le confort petit-bourgeois mes orgies de crimes. Tous les olibrius de France et de Navarre m'auraient léché les bottes et j'aurais probablement été réélu en [19]65. Mais après avoir livré le Pays au plus grand abaissement de son histoire, tout mon règne eût été un tissu de mensonges, une ignominie, un crime que dans mon for intérieur, j'aurais porté comme une croix et ne me serais jamais pardonné. Avec les années, rongé par le remords, j'aurais sombré dans le pessimisme le plus noir. Au bout de la route, sans doute me serais-je fait sauter le caisson, ou serais-je mort de chagrin, abîmé dans l'aigreur; haïssant les hommes pour éviter de trop me haïr moi-même. »

Après un long silence, le carillon cristallin de l'horloge du Salon doré sonna trois heures. Pour détendre l'atmosphère de l'énorme tension qui l'écartelait, le Diogène de l'Élysée laissa encore passer un instant, avant de reprendre :

« Les conditions fondamentales de l'économie, et par conséquent de la puissance d'une nation, tiennent en trois questions : de quelles ressources disposons-nous ? De quelle population disposons-nous ? De quelles compétences et savoir-faire disposons-nous en propre ? Le reste n'est qu'encadrement et moyens mis au service de ces trois points essentiels. Si j'avais bazardé notre Outre-Mer ou si je l'avais mis à distance ce qui, à terme, serait revenu exactement au même, nous n'aurions conservé, au mieux, que le troisième point – les compétences et les savoir-faire. Bien sûr, les Dulles m'avaient promis qu'avec leur appui, nous garderions l'Afrique à notre merci, de sorte que, par delà le dégagement, nous eussions toujours bénéficié de ses ressources et de sa main-d'œuvre. Mais ne vous faites pas d'illusion, Foccart. Dès que la Russie aurait rendu les armes et certainement, de là, volé peu ou prou en éclats, c'est-à-dire, tout au plus, dans quelques brèves décennies, cet accord serait tombé à son tour. Nos positions en Afrique eussent alors été remises en cause,

comme les Ricains [sic] ont violé l'un après l'autre tous les traités qu'ils ont signés avec ces malheureux Peaux-rouges. Et alors, nous nous serions retrouvés, comme Geronimo, gros-Jean comme devant. »

Le Général se tut un instant, et conclut :

« Si je m'étais conformé aux vœux des cloportes, si j'avais réduit la France comme peau de chagrin hexagonale, soyez sûr qu'en guise de chefs de cet État moignon, nous aurions hérité successivement de banquiers, de vaniteux, de faux sphinx, de démagogues, de bateleurs, de nains, voire, c'est à craindre, d'escrocs purs et simples... »

Et Foccart de commenter :

« Dieu merci, tout ceci nous fut épargné. »

Dans la même veine, en 1981, De Gaulle confia à Antoine Blondin dans leurs fameuses *Confidences d'Alger* :

« Que serait-il resté, si j'avais suivi les plans de Debré ? Tout le Pays serait devenu un apprenti menteur. Cinquante ans plus tard, je n'ose imaginer dans quel état auraient été les Français. Une masse égarée et hagarde, amnésique et décérébrée, rongée par l'hypocrisie et gouvernée par des moins que rien. Autant de convaincus, en deux mots, de la grandeur de De Gaulle, alors qu'ils n'auraient été que les pantins posthumes des Dulles. »

V.

Cinquième mouvement de la Révolution (1976-1986) ou le ministère Phouma

*Mais ce ver-là sait prolonger ses ailes
dans la chrysalide même dont il est né.*

Bouddha

Les « provinces d'Asie » au pouvoir

Le ministère Phouma fut, outre le plus long, le plus étonnant des ministères de la présidence De Gaulle.

« Toute existence humaine fait, de ses débuts jusqu'à son terme, l'expérience de l'accélération du temps. Chaque année passe plus vite que la précédente, les décennies se succèdent à un rythme toujours augmenté », observait Charles de Gaulle le jour de son quatre-vingt-sixième anniversaire, décrivant le phénomène pour le moins troublant qui marqua aussi son règne.

Soumises à ce mouvement toujours plus rapide, les mentalités avaient évolué à toute allure. Les vastes mouvements politiques auxquels l'Exécutif s'employait sans relâche depuis plus de dix-huit ans finissaient, à force de succès, par bouleverser le point de vue que chaque citoyen portait sur les

choses. Mieux encore, la transformation des mentalités rendait totalement anachroniques des conceptions qui, hier encore, passaient pour le *nec plus ultra*, le dernier cri en matière de réflexions politiques et géostratégiques. Que le pays fût présidé par une ombre, par un chef fantomatique et silencieux, c'était une nouvelle façon de concevoir le pouvoir, un pouvoir opérant par irradiation plus que par décision. À charge, pour le Premier ministre, de donner corps à ce nimbe politique dont de Gaulle était l'invisible incarnation. Après les nominations successives de Léopold Sédar Senghor, Claude Lévi-Strauss et Ferhat Abbas, celle de Souvanna Phouma parut parachever l'œuvre gaullienne, en plaçant à la tête du gouvernement un Français venu, cette fois, des « *provinces d'Asie* ».

« *Cet étrange pays qu'est la France* »

C'est un pays singulier que le Premier ministre Phouma prit en charge, le 1^{er} décembre 1976. Un pays qui occupait le rang de deuxième puissance économique mondiale, mais de première au plan politique. Un pays qui demeurait, par bien des aspects, « *fidèle à la modestie opiniâtre des paysans, privilégiant la beauté et l'échelle humaine sur la démesure et ses laideurs* », selon les vues du Général. Ni à Dakar, ni à Vientiane, ni à Brazzaville, ni à Paris ne poussaient de ces gratte-ciels prétentieux et mégalomanes à la beauté incertaine, dont les États-Unis plantaient leurs villes au temps de leur splendeur. Même Alger semblait avare en béton debout et autre grands verres majestueux. La capitale préférait demeurer fidèle à son style tantôt Art déco ou haussmannien équatorial, tantôt colonial ou mauresque, cinq étages comme standard de centre-ville à la densité exceptionnelle, en lisière de l'exubérant Jardin d'essai, en bordure de Méditerranée.

Cette modestie des échelles, mais non des grâces, était « *la contrepartie* », selon le mot du Président, « *de l'énergie investie dans le matériau humain et dans son bien-être* ».

Répondant à un souhait de l'Élysée, l'ensemble des départements privilégiaient le développement des villages et des villes moyennes, et décourageaient autant que possible l'hypertrophie urbaine et les villes nouvelles, définies par le plus illustre des Français comme « *nocives pour les corps autant que pour les esprits* ». « *En cas de ville nouvelle* », avait précisé le Général refusant de « *clorre les portes* », « *puisque'il en faut bien quelques-unes [des villes nouvelles]* », « *il conviendra de suivre le modèle de Saint-Malo et de la Petite France [à Strasbourg] plutôt que celui du Havre. Je ne veux pas de matériaux modernes, ou alors méconnaissables sous la vieille pierre et sous le bois qui veille* ».

À Paris, De Gaulle s'était opposé personnellement à l'urbanisation de la banlieue. Seuls quelques grands ensembles à la Le Corbusier avaient pu finalement sortir de terre. Le gouvernement insista pour que la philosophie du grand architecte suisse fût scrupuleusement respectée « *dans le temps* ». Ainsi chacune des vingt-quatre unités d'habitation corbuséennes conserva son écrin de verdure – une loi fut votée à cet effet – dans un environnement dominé par une subtile alternance de maisons, d'immeubles de pierre ou de bois, de vergers et de forêts agrémentées de fontaines, de lacs et d'étangs. Cet ensemble foncièrement rural où les villes de banlieues faisaient une myriade de bourgades serties dans la campagne autour de l'ancienne capitale, était relié par un dense réseau routier ultramoderne, afin de « *volatiliser ces bouchons, ces encombrements qui sont des crimes contre la liberté et contre le temps* ». Enfin, le président ayant un faible pour les styles haussmannien, Art déco et, dans une moindre mesure, Art nouveau, mais aussi pour la Place des Vosges, le Marais ou encore Saint-Germain-des-Prés, on vit toutes les villes et villages de banlieues se doter d'immeubles et de quartiers imités de *Paname*. De Créteil à Clichy-sous-Bois en passant par Aulnay, Bobigny, Montreuil, Sarcelles, Trappes ou

Nanterre, fleurirent autant de « *petits Paris* », avec leurs rues charmantes, leurs avenues majestueuses et leurs jardins à la française. Un genre qui, du reste, fit école dans tout le reste du Pays.

« En AOF-AÉF, en Indochine et bien sûr en Algérie, on recense au total plus de deux cents "petits Paris", c'est-à-dire de villes petites et moyennes entièrement bâties sur le modèle parisien (...) mais aussi, par-ci par-là, une variété de styles provinciaux (provençal, limousin, savoyard, alsacien, etc.). Ainsi, de-ci, de-là à travers la France, on découvre à plaisir des "petits Toulouse", des "petits Strasbourg", des "petits Saint-Paul-de-Vence", des "petits Aix-les-Bains" » (Guide du Routard 2015 – France générale).

Les espiègeries de Senghor

Le mot *métropole* était tombé en désuétude, depuis que le 25 février 1977, l'ancien Premier ministre Senghor avait repris un journaliste :

« Pourquoi me parlez-vous encore de la métropole ? Moi aussi, ce mot m'est familier et j'y suis sentimentalement attaché. Mais objectivement, depuis le Transfert, la métropole n'est-elle pas en Afrique ? Ici, mon cher (l'entretien avait lieu à Paris), maintenant c'est l'Hexagone ! Et qu'on ne m'accuse pas de chauvinisme puisque, aussi bien que moi, vous savez que notre capitale est aujourd'hui à Alger, et non à Dakar ou Saint-Louis ! »

La sortie de Senghor défraya la chronique. Au point d'obliger l'intéressé à s'en expliquer, dans une tribune publiée dans *Le Monde* :

« Même si la capitale politique est aujourd'hui à Alger, Paris demeure la capitale culturelle de la France. D'ailleurs,

tout l'Outre-Mer y a table ouverte et s'y retrouve, avec et dans la métropole, pour créer sans cesse dans une fusion vaste et féconde. Peinture, musique, poésie, chansons, théâtre, cinéma... Tout l'esprit français ici s'exprime, infusé aux mille sources des cultures qui font la civilisation française, et que la civilisation française féconde. Chacun sait que Paris est le lieu de la consécration, comme le lieu de résidence idéal des artistes de toute spécialité non seulement venus de toute la France, mais aussi de l'étranger. Ainsi, dans une saine émulation, naît la France nouvelle, qui n'est que l'universalisation de l'Ancienne, en même temps que la transfiguration de l'Afrique mais aussi de l'Europe, dans sa facette gauloise, et plus récemment française. Fusionnée elle aussi, déjà, puisque tout à la fois mélange des éléments celte, grec, latin, germanique, et même anglo-saxon... Or je vous rappelle que l'adjectif « français », aujourd'hui, comprend aussi, outre la composante africaine, l'indochinoise, la polynésienne, l'antillaise, la malgache et la réunionnaise, j'en passe et des meilleures. Et je vous le dis, mes frères, la capitale de ce pays est à Alger... »

Loin de calmer les esprits, ces explications du Premier ministre firent à nouveau couler beaucoup d'encre. Tant et si bien que le Général, lors de sa conférence de presse du 3 avril 1977, ne put échapper à la question.

De Gaulle trancha :

« La France est incontestablement née en Europe. Il ne me semble pas nécessaire d'expliquer cette évidence. Mais aujourd'hui, puisque l'Afrique est un grand morceau de la France, la France se trouve être née, aussi, en Afrique, puisque c'est en cette terre d'Afrique que sont plusieurs de ses grands morceaux, des millions de ses enfants et des millions de ses morts. Et cette évidence-là, je ne crois pas avoir besoin, non plus, de l'expliquer. D'ailleurs, vous savez bien que l'empire français a, en grand partie, été conquis par des Africains. Les troupes de Faidherbe, de Marchand, de Gallieni, d'Archinard,

ou même de Lyautey – ces armées étaient principalement composées de soldats autochtones. Le général Dodds lui-même, qui vainquit Béhanzin, avait du sang nègre. (...) L'Afrique s'est conquise elle-même à la France. Il n'est pas jusqu'à Bugeaud qui n'ait pu compter sur de sérieux renforts africains, tout comme Brazza : rappelez-vous le sergent Malamine ! [le sergent Malamine, Sénégalais laissé en poste à Franceville par Savorgnan de Brazza, tint tête diplomatiquement à Stanley, et sauva ainsi le Congo français] Mais j'aurais pu, aussi, raviver le poignant souvenir du capitaine Nthoréré [assassiné par les nazis en 1940, parce qu'il avait refusé qu'on désarmât, à travers lui, un officier français], si cher à nos âmes, les vainqueurs de Cassino et les libérateurs de Toulon, ou encore la Force noire de Mangin ! Et plus proches de nous, nos régiments coloniaux pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie. Du chemin des Dames à Diên Biên Phu, où nous laissâmes tant de nous, sans remonter au général Dumas et à Toussaint Louverture... »

Le lendemain, Senghor déclara : « *Le Général a bien sûr raison. L'Afrique s'est, en grande partie, conquise elle-même et par elle-même à la France. Et elle s'en félicite chaque jour en contemplant son œuvre...* ».

Le débat fut clos.

Ralliement du Viêt-Nam

Les nombreux mythes qui, d'Afrique en Asie, couraient sur le compte du Général, « *Grand Esprit incarné* » (*La Dépêche de Franceville*), « *invincible survivant de moult épreuves et pièges* » (*Bangui-Soir*), « *paladin d'outre-temps* » (*Le Matin du Québec*), participaient d'une mystique nouvelle sous la république, faisant bon ménage avec l'esprit cartésien qui planait sur tous les continents de France. C'est portés par cette métaphysique bon enfant que d'aucuns crurent pouvoir iden-

tifier la marque d'une prédestination dans la trajectoire du prince Souvanna Phouma.

Né de sang royal à Luang Prabang (Laos) en 1901, dans une contrée où la France républicaine venait à peine de débarquer, qui aurait pu présager que le jeune Phouma deviendrait, trois quarts de siècle plus tard, le Premier ministre de cette même France ? En 1976, à l'âge de soixante-quinze ans, lorsqu'il fut appelé à cette fonction, c'est Charles de Gaulle, mythe vivant né à Lille en 1890 et âgé lui-même de quatre-vingt six ans, qui l'accueillit sur le perron de l'Élysée. Sachant que pour en arriver là, il avait fallu aux deux hommes traverser le siècle, c'est-à-dire franchir vivants deux guerres mondiales et plusieurs guerres coloniales, tout en esquivant les naufrages de l'âge.

La libération de Saïgon, survenue le 30 avril 1972, marqua un tournant dans les relations internationales. Le Viêt-Nam avait vaincu des États-Unis, il est vrai en pleine déconfiture intérieure. Les liens franco-viêtnamiens n'avaient cessé de se resserrer au cours des dix années précédentes. L'aide apportée par la France, depuis ses départements du Laos et du Cambodge, à la résistance viêtnamienne pour combattre les troupes d'occupation américaines, n'y était évidemment pas étrangère.

C'est le 13 mai 1978, sous le ministère Phouma, que fut scellé le retour du Viêt-Nam à la France. À Saïgon-Hô-Chi-Minh-Ville, dans des scènes terribles d'émotion, le général Giap brandit le drapeau tricolore tandis que le général de Gaulle, aminci par les ans mais vivifié par l'événement, agitait à bout de bras l'étendard viêtnamien. Tels deux bidasses enivrés par la victoire, se tenant fraternellement par l'épaule, ils s'époumonèrent ensemble en une puissante *Marseillaise*.

Krasu toujours à l'œuvre

Également proche du général Giap avec qui il entretenait une intense correspondance depuis leur rencontre à Hanoï en 1972, Henri Krasucki, de son côté, n'avait pas chômé. Reconduit au poste de Ministre du Travail du gouvernement Phouma, il décida de la sixième (1979), de la septième et enfin de la huitième semaine de congés payés, qu'il programma pour 1983 et 1986. Ces mesures furent effectivement appliquées par son successeur, Georges Marchais, secrétaire général du PCG, qui le remplaça à la tête du parti puis du ministère.

Mais le « *chef-d'œuvre social* » de Krasu, devenu président du Conseil d'État en 1980, fut sans aucun doute sa proposition en trois volets, dite « *Triple mesure gaullienne* » (TMG), présentée en 1981.

La première mesure consistait en la suppression des impôts sur le revenu et sur les sociétés, « *bien trop sujets à la fraude sous toutes ses formes* », expliqua Krasu, ainsi que toutes les charges salariales. La seconde mesure basculait la totalité de la fiscalité et des charges sociales sur la TVA, celle-ci bondissant à 40% pour tous les biens de consommation, hors les biens alimentaires de base « *conformément la tradition* », car « *la Taxe sur la Valeur Ajoutée est beaucoup plus facilement contrôlable* », expliqua Krasu. Vent debout, l'extrême gauche objecta que la TVA, « *impôt le plus injuste* », frappait « *bien davantage les faibles revenus que les gros* », et que sa hausse « *dans les proportions aberrantes proposées par le jaune Krasucki* » entraînerait « *mécaniquement la chute du pouvoir d'achat chez les bas salaires* ». Krasu contre-attaqua : « *Les sociétés ne paieront plus d'impôts, tandis que leurs propriétaires seront désormais exempts d'impôt sur le revenu. Dans ces conditions, nous pouvons dès à présent imposer une hausse du SMIC de 50%, laquelle compensera largement, pour*

les bas salaires, la hausse de la TVA. » Krasu ajouta : « Le troisième volet de la TMG consistera à verser une « Prime exceptionnelle au travailleur » (PEAT) à tous les bas et moyens salaires, ce qui achèvera, in fine, de faire grimper de plus de vingt points le pouvoir d'achat des plus modestes ».

Profitant des colossales réserves, notamment en or, en diamants et en devises, dont disposait la Banque de France, Krasu estima pouvoir fixer le montant de la PEAT de 1% à 25% du salaire annuel selon la tranche de revenu. Beaucoup d'observateur relevèrent que Krasu avait inventé « *l'impôt progressif inversé* ».

La première « *prime gaullienne* » fut effectivement versée à l'occasion de la Noël 1982, non sans enthousiasme, par son successeur Georges Marchais, puis régulièrement au cours des années suivantes, tous les trois ou quatre ans. S'ajoutant aux mesures précédentes et couplée à l'augmentation des congés payés, la PEAT accrut encore l'essor économique de tout le Pays. En particulier grâce l'explosion des secteurs touristique et écolo-touristique, tout en maintenant le chômage à son niveau habituel, quasi-nul, de 2%. Ce succès éclatant du fondateur du PCG acheva de démontrer, aux yeux de ses partisans, la réalité du « *marxisme gaullien* ».

Le cas portugais

Si le « *marxisme gaullien* », issu de la Révolution de 58, se cristallisait dans « *trente ans de formidable avancée sociale* » (François de Closets) dont la « *Triple mesure* » marqua l'aboutissement, il nimba la figure du Général d'une étincelante auréole progressiste qui facilita le rapprochement avec la Chine et l'Union Soviétique, tout en provoquant le ralliement, tout autour du globe, d'un grand nombre de révolutionnaires à la cause française.

En 1983, dans sa célèbre émission mensuelle *Alain Decaux raconte*, le brillant académicien narra sur l'écran en couleur de la télévision, en agitant des bras passionnés :

« En plus de l'abolition de la question raciale qui fut la première caractéristique de la Révolution de 58, le 'marxisme gaullien', appelé aussi 'gaullisme rouge', fut dans les coulisses l'un des grands ressorts des spectaculaires départementalisations luso-africaines. »

Galoche en avant, face caméra, Decaux expliqua :

« Au tournant des années 1970, que les États-Unis fussent en voie d'éclatement n'avait rien changé à l'intense activité de la CIA. Les services secrets – et souvent très spéciaux – de ce qu'on appelait alors, par une orgueilleuse métonymie, l'Amérique, continuaient comme si de rien n'était à persévérer dans leurs entreprises maléfiques. Le Portugal attirait particulièrement les ardeurs de l'Agence. Dans ce minuscule pays, la dictature salazarienne s'était maintenue pour ainsi dire intacte depuis les années 1930. En un demi-siècle, presque rien n'avait changé. Le cycle des marées s'était comme arrêté pour l'ancienne patrie de Magellan et d'Henri le Navigateur. Aux bornes du dernier quart du XXème siècle, planté au bord d'un océan d'immobilité, ce fragile pays de la péninsule ibérique présentait une caractéristique alléchante en forme de vestige : son vaste domaine colonial, qu'il était parvenu à conserver en Afrique, débris d'un temps jadis où Lisbonne régnait sur la moitié du monde, depuis l'immense Brésil jusqu'à Cipango aux mines lointaines. Offrant de juteuses perspectives néocolonialistes, les possessions portugaises en Afrique (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau) faisaient de leur métropole européenne une cible de choix pour la maison de feu Allen Dulles. »

Plus spéculatif, Pierre Péan note :

« Dans les bureaux feutrés de la CIA à Langley (Virginie), on avait conservé la pensée de l'ancien patron sous forme pavlovienne. À moins que ce ne fût Dulles qui, incarnant à la perfection l'esprit de la Maison et de la civilisation afférente, avait assuré de la sorte une pérennité naturelle à ses orientations ».

Quoi qu'il en fût, toujours avides de subversion, et alors même que leur propre pays courait à l'implosion, les services états-uniens tirèrent en automates les ficelles de ce qu'on appelle la « révolution des Œillets ». L'originalité du plan consistait, une fois n'est pas coutume, à soutenir une révolution de gauche, puisque l'objectif était d'abattre un pouvoir ancré à droite et de liquider, dans la foulée, ce qu'il restait de l'outremer portugais. Un « travail » pour lequel les « rouges » étaient sans conteste les mieux indiqués. Il suffirait, dans un second temps, de substituer aux absurdes gauchistes un pouvoir socialiste, une tambouille social-démocrate parfaitement en phase avec les vues politico-économiques de l'Oncle Sam. Tel était, en tout cas, le calcul de l'Agence « *dullessienne* »...

*

**

Ce 25 avril 1974, les événements étaient en cours à Lisbonne. La presse ne parlait plus que de « la révolution des Œillets », du nom des fleurs que le peuple en liesse déposait sur les chars d'assaut.

Dans le Salon doré, debout devant la fenêtre, au-delà du Jardin d'essai, sous le ciel d'azur, le Général contemplait la barre bleue de la Méditerranée, légèrement vaporeuse, presque dorée. Son regard glissa sur les feuilles vertes du grand marronnier centenaire parfaitement acclimaté, épanoui dans une lumière diaphane. Les hirondelles n'étaient pas encore partie vers l'Europe. Elles nichaient par centaines dans les abris

que le Président leur avait fait aménager à l'intérieur des ramures colossales de l'arbre.

Précédé par l'huissier, Barthélémy Boganda entra silencieusement dans la pièce. Le Général, sans se retourner, concentré dans son examen, invita d'un geste le ministre à venir goûter le spectacle. Tandis que l'huissier quittait la pièce, Barthélémy Boganda rejoignit, selon un rituel déjà ancien, le Président devant la fenêtre ouverte. Alors que les deux hommes miraient côte-à-côte l'arbre aux oiseaux, De Gaulle observa, pénétrant :

« Afin de contrer la contestation qui monte de toute part, la junte militaire tente in extremis, avec le général Spinola, d'appliquer aux colonies portugaises les recettes intégrationnistes qui font merveille en France depuis quinze ans. Pareille option ne sera évidemment pas du goût de Washington. Spinola ne tiendra pas longtemps. »

Barthélémy Boganda sourit. Deux mésanges folâtraient en des vrilles qui lui faisaient penser aux clins d'œil enchevêtrés que venait de lui lancer, à l'instant, le Président. Faussement candide, il interrogea :

« Spinola est chancelant, l'affaire est entendue. Mais pourquoi ne pas sauver l'animal, puisqu'il va répétant ses sympathies à votre égard, au point de se faire surnommer par ses partisans "le De Gaulle portugais" ? Ne faudrait-il pas songer à lui donner un petit coup de main ? »

De Gaulle savait que l'ancien directeur du SDECE ne lui posait cette question que pour lui donner le plaisir de répondre. Le Général s'en paya une tranche :

« Vous connaissez mieux que personne le micmac portugais, mon cher Boganda. Vous savez fort bien qu'Alger ne fera rien pour sauver ce malheureux Spinola. Je ne sache pas que quiconque en France fût jamais mieux placé que vous, Monsieur le Ministre, et de si longue date, pour savoir que

bien d'autres projets ont été échafaudés par nous pour les territoires luso-africains. (un temps) Il se trouve que les menées états-uniennes, sans que Washington agonisant s'en soit seulement aperçu, servent parfaitement nos desseins. Il n'y a donc aucune raison de s'y opposer... »

« *De si longue date* ». Le Général faisait allusion aux projets défendus quelque vingt ans plus tôt par Barthélémy Boganda, à partir de 1957. Tandis qu'emportée dans sa spirale affreuse, dans sa passion perverse, la IV^e s'employait à tout détruire, Boganda avait surgi comme un « *Christ noir* ». L'indomptable chef politique de l'Oubangui-Chari, territoire situé en plein centre du continent, opposa sa fougue impétueuse aux forces centrifuges encouragées par Paris. Concepteur d'une théorie avant-gardiste capable de sauver l'unité contre la « *criminelle balkanisation* », il forgea le rêve des « *États-Unis d'Afrique latine* ». Pour unir, pour arrimer entre eux les territoires des Afriques française, belge et portugaise, dans une perspective panafricaine, puisque la France, qu'il tenait pour sa Patrie, se détournait insensiblement de son continent, et semblait décidée à en faire une poussière d'États d'autant plus vulnérables.

« *La France n'est pas une circonscription géographique, ni une couleur d'épiderme, la France doit vivre chez nous par sa culture, sa technique, ses lois, son idéal.* » Lui, le fier descendant de cannibales se disait tout aussi crânement Français, assumant l'héritage de la République comme celui des rois de France, en même temps que celui de ses aïeux africains. Ces aspirations se fracassaient sur le mur du « *Système* », mais elles rencontrèrent en Charles de Gaulle une oreille attentive. Ainsi prit corps le rêve de Boganda tel que Boganda n'osait plus le rêver. Avec l'aide, bien sûr, du premier des Français.

Dans les semaines qui précédèrent et les mois qui suivirent la chute du général Spínola à Lisbonne – contraint à la démission le 30 septembre 1974 –, des potentats indépendantistes luso-africains s'emparèrent du pouvoir dans la quasi-totalité de

l'outre-mer portugais. Les gouvernements constitués à Bissau (Guinée-Bissau), Maputo (Mozambique) et Luanda (Angola), se révélèrent tous, dès l'année suivante, ouvertement pro-français.

Comme le souligne François-Xavier Verschave :

« Le SDECE, dirigé par Barthélémy Boganda à partir de 1965, avait fait le nécessaire tout au long de la décennie pour rallier à la France les différents mouvements sécessionnistes locaux [de l'outre-mer luso-africain]. Non seulement les groupes marxistes révolutionnaires, au cours des années 1968 et 1974 ; mais aussi, à partir de 1976, les contre-guérillas nationalistes, quoique celles-ci fussent encore dûment stipendiées par la Washingtonie, et réduites au rang de vagues maquis depuis les indépendances de 1975, ceci expliquant sans doute cela. »

Mais si Barthélémy Boganda, nouveau ministre des Affaires Étrangères, agissait dans l'ombre, c'est Souvanna Phouma, son prédécesseur dans le gouvernement de Ferhat Abbas, devenu le Premier ministre, qui recueillit dans la lumière la gloire médiatique.

À trop insister sur le rôle essentiel que joua Barthélémy Boganda, on risquerait de minorer les mérites du prince Phouma, auquel la rapidité comme la qualité d'exécution de cette série de rattachements doivent beaucoup. *« Boganda appuyait sur les boutons luso-africains et l'intendance suivait, aux bons soins de Souvanna »*, résume Françoise Giroud, dans son *Almanach d'Alger*. Et l'ancienne plume de *L'Express*, devenue chantre de la geste gaullienne, de décrire Phouma et Boganda *« marchant sur les hauteurs d'Alger »*, s'isolant *« pour parler quelques heures dans la douceur du soir tombant, les lueurs de la ville et du port étendues à leur pied, les DS blanches garées un peu plus loin »*.

Le « *casus belli* » canadien

De l'autre côté de l'Atlantique, au Québec, l'élection triomphale de Pierre Bourgault avec le PQR, le 15 novembre 1976, avait presque immédiatement débouché, on l'a vu, sur l'annonce du double référendum indépendantiste et rattachiste, prévu pour le 14 juillet de l'année suivante.

Si l'Élysée ne réagit pas à ce coup de tonnerre qui défrisa le monde anglo-saxon, Matignon en revanche se fendit d'un communiqué à la sauce aigre-douce. Souvanna Phouma rendit *« un hommage appuyé au beau geste démocratique, cette parole donnée au peuple qui honore le Québec organisateur, autant qu'il honore M. Pierre Bourgault, Premier ministre du Québec, mais aussi M. Pierre Elliott Trudeau à Ottawa ainsi que notre chère amie la Grande-Bretagne. Je veux ici saluer le Premier ministre britannique, mon excellent homologue, ainsi bien sûr que Sa sérénissime et gracieuse Majesté la Reine, qui, dans leur grande clairvoyance, ne songeront pas à s'y opposer ni à en contester le résultat, quel qu'il soit. »*

Convaincus de la « *responsabilité première* » d'Alger dans ces événements, les ministres des Affaires étrangères britannique et canadien, rejoints par leurs homologues washingtonien, australien et néo-zélandais, se réunirent à Ottawa le 18 mars 1977. Espérant sans doute donner par cette déclaration collégiale une force supplémentaire à leur intervention, les ministres anglo-saxons appelèrent « *à un retour rapide du Québec à la raison* ». Dans un registre moins courtois, ils dénoncèrent d'une seule voix la « *détestable duplicité* » gaullienne, et « *l'hypocrisie obséquieuse du ministre Phouma* ».

Il n'en fallait pas davantage pour que le Général décidât de percer l'abcès. Dès le lendemain, il convoqua « *séance tenante* » à l'Élysée les ambassadeurs des pays concernés.

Un hasard malicieux avait voulu que des travaux fussent en cours dans l'une des serres présidentielles du Jardin d'essai. Le chef de l'État ayant souhaité « *mettre la main à la pâte* », c'est un De Gaulle vêtu d'un simple bleu de travail qui fit irruption dans le hall de l'Élysée. Casquette « *Krasu* » enfoncée sur la tête, brandissant un gros tournevis cruciforme, l'haleine parfumée au Gamay de la Mitidja et au saucisson à l'ail, apparemment furieux, le Président lança tout de go aux cinq diplomates estomaqués, du haut de ses quatre-vingt-six printemps :

« Quand on se moque des gens depuis des siècles, il ne faut pas s'étonner qu'ils finissent un jour par s'en aller ! Et qu'ils aillent chercher chez qui les aime et leur ressemble l'amour qu'on ne leur a pas donné et que, peut-être d'ailleurs, on ne pouvait pas leur donner, parce qu'on ne les aimait pas. Pour ce qui concerne notre rôle et nos prétendus complots, duplicités, obséquiosités et que sais-je encore, Messieurs, vous voudrez bien faire savoir à vos chimpanzés qu'on aimerait bien, à Alger, qu'on enlevât d'abord sa poutre ».

L'entretien avait duré moins d'une minute. Le Général, chaussures de sécurité aux pieds, très froid, prit congé des diplomates. Contrairement à l'usage, le Président ne les raccompagna pas et retourna en sifflotant à sa verrière, son cruciforme à la main.

C'est sur ces entrefaites que survint la huitième tentative d'assassinat. Celle dite de l'hôtel d'Ivry.

Cinq jours après cette entrevue avec les ambassadeurs anglo-saxons, une douzaine de tireurs furent placés sur son parcours.

Dans l'embuscade, le véhicule présidentiel reçut 1453 impacts de balles (fusils mitrailleurs et à lunette). L'ensemble

des projectiles furent tirés en moins d'une minute sur la SM lancée à 150 kilomètres-heure. Un dernier tir de bazooka fit exploser tout l'avant du véhicule.

Une fois de plus, De Gaulle fut retrouvé seul survivant, intact parmi les cadavres, dans ce qui restait de la Citroën calcinée. Lorsque le nombre d'impacts fut connu, le Général réagit immédiatement :

« Mille quatre cent cinquante trois impacts, cela fait étrangement songer à la chute de Constantinople. Il ne fait aucun doute que ces clowns n'ont même pas fait exprès. »

Le cas « Albion »

Le 5 mai 1982, lors d'un séjour de repos à Madagascar, marchant sur le port de Diégo-Suarez occupé quarante ans plus tôt par les Britanniques, De Gaulle confia au général Gilles Andriamahazo :

« Albion (il ne nommait plus qu'ainsi l'Angleterre) a bâti sa grandeur ou plutôt sa force sur la discorde et la destruction. Elle ne sait pas en sortir. Pas plus que son surgeon washingtonien, avec lequel elle vit d'ailleurs dans une sorte d'osmose. (...) Elle ressemble à une vaste plante qui n'aurait toujours crû qu'arrosée de fiel. Alors que l'ampleur inespérée qu'elle a prise devrait la conduire à se nourrir à des sources bienveillantes et apaisées, son instinct la pousse sans cesse à trouver de nouvelles mares viciées pour s'abreuver et déployer encore sa perfidie. (...) Albion est tellement folle que je la croirais capable de se détruire elle-même, pour peu que cette immolation lui assurât le gain de la partie mondiale. »

Énigmatique profondeur de l'oracle...

Le « *plan Cyrano* »

Plus de dix années s'étaient écoulées depuis que « *Françoise* » la salamandre avait fait le tour du globe en orbite basse. Après cette prouesse technique, au cours de la décennie suivante, le programme spatial français sembla avoir été mis en veilleuse, laissant à Washington la gloire de poser le premier pied humain sur la Lune.

Prenant acte de l'événement, le Général déclara en Conseil des ministres, le 23 juillet 1969 : « *N'éludons pas : qu'il s'agisse d'une fiction hollywoodienne ou d'une réalité, les Anglo-Saxons ont marqué un point. Mais priorité doit rester à la Terre, où nous avons tant à faire. Au demeurant, dès que nous le pourrons, nous reprendrons, nous aussi, le chemin de l'espace. Ce sera le Plan Cyrano.* »

En réalité, au-delà des déclarations gaulliennes, la recherche sur les lanceurs, liée au programme militaire, avait été poursuivie à un rythme soutenu tout au long de la période. En janvier 1976, De Gaulle confia à Sékou Touré, ministre des Transports et de l'Espace : « *Le troisième millénaire sera celui de la France. Au cours des derniers siècles, les Rosbifs nous ont souvent damé le pion, en prenant notre place un peu partout, en Amérique, aux Indes, en Océanie, et même, quelquefois, en Afrique. En boutant les Amerloques hors du petit luminaire, nous montrerons que nous avons bien changé d'ère.* »

Plus officiellement, le chef de l'État annonça lors de ses vœux aux Français, le 31 décembre 1976 : « *Le Pays est désormais en mesure de relancer la conquête spatiale, puisque nous disposons des technologies et des finances nécessaires. La Lune sera notre prochain objectif.* »

Quinze mois plus tard, le 5 avril 1978, le lanceur « *Angkor I* » décolla de la base de Kourou, en Guyane. Charles de Gaulle, en tenue d'ingénieur de l'OSF (Office Spatial Français), un énorme casque audio sur la tête, égrena lui-même le compte à rebours. Lorsque la fusée s'arracha de l'atmosphère terrestre sous les applaudissements des techniciens, le Général était visiblement ému.

À bord de l'astronef, l'équipage se composait, selon le vœu présidentiel, de deux femmes et de deux hommes : Étienne de Mazieux, Kléber-Marceau Mbandjout, Anne Vinh et Yacine Zakoumi.

Retransmise en direct et en mondovision par l'ORTF, « *Ici la Lune* », première d'une longue série d'émissions qui déchaînèrent les passions, diffusa dès l'alunissage les images de la prouesse technologique. Chaque semaine, ce programme à la fois époustouflant et pédagogique expliqua aux téléspectateurs les exploits des « *conquistadors français de l'espace* ». Ainsi le public put suivre au fil des mois les spatonautes dans les multiples aspects de leur mission. Depuis l'exploration de la surface et du sous-sol lunaires, jusqu'à la réception des puissants « *spatiocargos* » qui, trois mois durant, apportèrent le matériel nécessaire à la construction de la base permanente, baptisée « *Cyrano* », sur le satellite naturel de la Terre.

*

* *

Le 13 mai 1978, jour du vingtième anniversaire de la Révolution de Mai, le septième numéro de « *Ici la Lune* » défraya la chronique planétaire. À l'occasion d'une mission d'exploration, les spatonautes français, à bord de leur « *autolune* », repérèrent le drapeau états-unien. Ce que le Général appela « *le fanion* » avait été planté là, expliqua le commentateur de l'émission, neuf ans plus tôt, en 1969, par les astronautes de la mission Apollo 11.

On vit ainsi Étienne de Mazieux, Kléber-Marceau Mbandjout, Anne Vinh et Yacine Zakoumi stationner leur autolune et en descendre dans leurs scaphandres dorés, s'approcher au ralenti du drapeau et en saisir ensemble la hampe. Parfaitement coordonnés, les quatre spatonautes la faire pivoter à plusieurs reprises jusqu'à l'incliner complètement et finalement l'arracher du sol, éclairés par un spectaculaire clair de Terre.

Washington, qui assistait impuissant à l'opération, se déclara « *horriifié* [horrified] », mais ne put que condamner, en pure perte, « *le premier acte de vandalisme de l'Histoire spatiale* » (*New York Times*). Lors de la séance de questions quotidienne donnée en direct depuis la base « *Cyrano* », interrogés en duplex par Patrick Poivre d'Arvor qui les informa que « *cet arrachage provoquait outre-Atlantique quelques grincements de dents* », Étienne de Mazieux fit valoir, « *au nom de ses collègues* », que leur mission était de « *créer un musée lunaire, où le drapeau des anciens États-Unis serait en bonne place* ». Et elle ajouta, avec un petit air malicieux : « *Mais peut-être aurait-on préféré que nous disions que nous n'avons trouvé aucun drapeau ?* »

Le jour même, le président de Gaulle se trouvait à Saïgon-Hô-Chi-Minh-Ville, pour les cérémonies du rattachement vietnamien. Confirmant ces dires lors de la conférence de presse donnée en compagnie du général Giap, il expliqua :

« *La Lune n'appartient à personne. Ce fanion laissait entendre, au contraire, qu'elle était une possession de l'empire anglo-saxon. Ceci n'était pas acceptable, c'était dérisoire, et même ridicule. La France y a remédié.* »

Et le Général d'ajouter, patelin :

« *Entre nous, depuis 1976, avec la naissance de la république de Dixie et de la république de Californie, après la disparition de ce qu'on appelait les États-Unis d'Amérique, cette bannière ne correspondait plus à aucune réalité. Sur la Lune aussi, il faut savoir faire droit à l'Histoire.* »

Tandis que des applaudissements s'élevaient dans la salle, il conclut, taquin et melliflu :

« Au demeurant, comme il se doit, sur le toit de "Cyrano", le drapeau tricolore flottera, si je puis dire, puisqu'aucun vent ne souffle en ces contrées lointaines, hormis les vents cosmiques. »

À ce trait d'esprit, Giap sourit de tous ses yeux.

*

* *

Ravitailé par les navettes incessantes des spatiocargos « *Angkor I* » puis « *Angkor II* », le premier campement français fut progressivement transformé en base scientifique permanente équipée du télescope géant « *Le Verrier* ». S'y ajouta, en 1985, un hôtel cinq étoiles pour accueillir, selon le vœu gaullien, les touristes dits « *lunistes* » (balades en autolune, observation de la voûte céleste ici particulièrement impressionnante et lumineuse, initiation à la géologie lunaire, etc.), ainsi que le Forum proposant un jardin, un restaurant français et un café parisien.

Enfin, un musée lunaire ouvrit ses portes. Dans une petite vitrine de verre et d'aluminium, comme annoncé par Étienne de Mazieux et ses collègues spatonautes, l'ancien drapeau états-unien, tout fripé, fut dûment exposé aux regards des visiteurs.

« *Le Péron français* »

Nombreuses furent les gestes gaulliennes, qu'elles fussent conduites par Phouma, Boganda, Abbas, Krasu, Sékou ou tant d'autres figures illustres. L'une des plus majestueuses fut sans doute celle d'Argentine, qui reste gravée au cœur de tous les Français.

Ce vaste triangle de 2,8 millions de kilomètres carrés présente incontestablement un cas à part dans la grande galerie des « *rattachements* ». Peuplé de vingt-cinq millions d'habitants de langue espagnole, situé à l'extrême Sud de l'Amérique latine, ce territoire immense pouvait passer pour relativement éloigné de la France par la géographie, en dépit de la présence du département de Guyane au nord du continent. Dans les faits, ce grand pays ne partageait avec sa future patrie aucune frontière terrestre, ni maritime.

Quand le référendum sur la départementalisation fut annoncé, il reçut un accueil favorable de Paris à Alger. La presse, totalement acquise à la cause gaullienne, s'emballa devant la « *perspective enthousiasmante du rattachement argentin* » (*L'Humanité*). Poussant sa voix nasillarde parmi l'approbation générale, toujours jaloux d'exercer son « *droit à la critique* », Sirius leva le doigt :

« *Cette départementalisation contrevient au principe général des "Agglomérations" [gaulliennes] (...) puisque, sauf erreur et jusqu'à preuve du contraire, ce pays hispanophone n'a historiquement, géographiquement et culturellement jamais fait partie de la France.* »

Et Hubert Beuve-Méry d'asséner, caustique : « *D'après toutes les cartes du firmament que nous pûmes consulter, cet astre [l'Argentine] se trouve dans l'espace à une distance des plus éloignées du Soleil [la France].* »

Les arguments du patron du *Monde* ébranlèrent quelque peu les certitudes de ses confrères, jusque-là adeptes de l'infaillibilité gaullienne. Dès le lendemain en conférence de presse, vêtu de son uniforme deux étoiles, le Général fut assailli de questions sur ces deux points. Très souriant, et sans nier ce qui semblait relever de l'évidence, il choisit de revenir sur les circonstances qui l'avaient conduit, quatre ans plus tôt, à intervenir au pays des « *Gauchos* » :

« *En juillet 1974, j'ai consulté mon ami le professeur Garay, de l'université de Buenos Aires. Il m'a dit que le photon*

évolue avec une célérité qui le place hors du temps et qui pourrait bien, par conséquent – l’hypothèse est en tout cas amusante – lui permettre d’abolir pour et par lui-même les trois autres dimensions, tout en les traversant de part en part. »

La stupéfaction était générale. Pour expliquer l’agglomération argentine contestée par Sirius, le Président invoquait « *la vitesse de la lumière* » et les théories physiques et astrophysiques les plus pointues. Cette première justification du Docteur Honoris Causa de l’Université scientifique de Paris-Jussieu, hermétique pour beaucoup, souleva une rumeur confuse dans l’assistance. Le Général n’y accorda aucune attention et poursuivit : « *À l’époque, mon ami le professeur Garay m’a également dit que dans le cœur des Latino-Américains, la France n’est jamais loin. Cela aussi, je le savais. »*

Nouvelles rumeurs dans la salle, cette seconde assertion paraissant devoir éclairer la précédente. Une fois encore, De Gaulle passa outre : « *Mais ce que je ne savais pas, ou plutôt ce que je savais moins, c’est que vu de la Pampa, j’étais le Péron français, el Pérone dé Franciâ* [le Général prononça ces mots avec un fort accent lillois]. *Chacun a pu constater que les étudiants progressistes de Buenos Aires, ils l’ont suffisamment démontré dès cette époque, tiennent De Gaulle en sympathie. Et puis, allez savoir pourquoi, là-bas, les nationalistes, l’extrême droite comme on dit aujourd’hui, aiment bien aussi De Gaulle. Cela on ne me l’a pas dit, mais je le sais* (rires du Général, silence de mort dans la salle). *Quant à Madame* [Isabel] *Péron, après la disparition de son regretté mari et l’élimination de l’obscur Rega, elle a fait appel le plus courtoisement du monde à la France. Nous avons de bons rapports avec l’armée, peu de généraux nous étaient hostiles, quand déjà beaucoup nous étaient favorables. C’est une chose très simple. Je ne me suis pas senti l’âme d’abandonner ce beau peuple, sa présidente et mon ami le professeur Garay à un nouveau coup d’État militaire, qui laissait redouter les*

lendemains les plus incertains. (applaudissements nourris dans la salle) ».

Un gros livre ne suffirait pas à épuiser les nombreux sous-entendus de cette déclaration gaullienne. Rappelons simplement que le péronisme devait son nom à Juan Perón, président de l'Argentine de 1944 à 1955 et de 1973 à 1974. Personnage souriant et charismatique, sa doctrine sociale et populaire colora durablement tout le spectre politique argentin, de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par le centre. Écarté du pouvoir par un coup d'État militaire en 1955, exilé en Espagne, Perón saisit l'occasion de la visite du président français en Argentine, en 1964, pour mobiliser ses partisans. Depuis son séjour madrilène, il les enjoignit de « *saluer De Gaulle comme ils me salueraient moi-même* ». Lorsque le Général arriva à Buenos Aires, renforcé par cet appel du principal opposant au régime en place, il déchaîna une véritable passion populaire, du reste comme partout ailleurs sur le continent. Quatorze ans plus tard, en 1978, celui que feu Perón avait adoubé en son temps comme une sorte d'héritier ou de double, jouissait de toute la légitimité nécessaire pour accueillir l'Argentine « *dans la grande famille française* »...

En 1983, revenant sur l'assaut au fleuret moucheté qu'il avait, une fois de plus, remporté avec son panache légendaire sur Hubert Beuve-Méry, le Général confia à Jean-Raymond Tournoux :

« Monsieur Sirius roulait des mécaniques en disant que l'Argentine n'avait jamais été française. Il oubliait tout à la fois les îles et le continent, l'histoire et la politique. Les îles, ce sont les Malouines. Elles doivent leur nom à des Malouins [marins pêcheurs de Saint-Malo] qui y furent les premiers habitants permanents, les premiers vrais colons de ces terres qui, jusque-là, n'appartenaient à personne. Quant au continent, Orélie-Antoine I^{er}, roi d'Araucanie et de Patagonie, régna deux ans [en réalité un peu plus d'un an, de fin 1860 à début 1862] sur ces vastes domaines, soutenu par leurs populations indiennes toutes acquises à sa cause. Ses troupes

vaincues par les armées chilienne et argentine contre lui coalisées, emprisonné puis condamné à l'exil, Antoine de Tounens, car c'était son nom, fut reconnu et appuyé – mais trop tard – par la France, dont il était justement un citoyen. (...) L'Histoire, c'est aussi Jacques de Liniers, né à Niort en 1753, qui fut nommé vice-roi du Rio de la Plata de 1807 à 1809, après avoir repoussé les tentatives d'invasion anglaises. "Santiago de Liniers" demeure encore aujourd'hui un héros national dont la statue brandit fièrement le sabre de la victoire sur l'Anglais à Buenos Aires, dans le quartier qui porte son nom. (...) Je pourrais encore citer Hippolyte Bouchard, qui joua un grand rôle dans l'indépendance du pays, à la bataille de San Lorenzo, et porta haut les couleurs argentines aux Philippines, à Madagascar ou en Amérique centrale, et jusque dans le Pacifique, où il obtint que Kamehameha I^{er}, roi des îles Sandwich, soutienne la jeune république dans son désir d'émancipation à l'égard de la couronne d'Espagne. (...) Enfin, pour m'en tenir à un dernier exemple – car ils sont trop nombreux – la France est depuis le XIX^e siècle tenue par les intellectuels argentins pour le chef de file naturel des puissances latines contre l'hégémonie impérialiste de l'Europe du Nord, dont les Anglo-Saxons sont la tête et le bras armé. (...) Vous le voyez, que Péron ait appelé ses partisans à m'acclamer ne tient nullement du hasard. (...) Au fond, la France est, et depuis longtemps, la seconde patrie des Argentins, dont l'élite latifundiaire avait au siècle dernier ses quartiers à Paris, du côté de l'Arc de Triomphe, comme en témoigne la station de métro Argentine, en un bien légitime hommage. De tout cela, et de mainte autre chose encore, vient l'extraordinaire passion qu'éprouve la jeunesse de ce magnifique pays pour la culture française, des Lumières jusqu'à la Nouvelle Vague cinématographique, dont plusieurs salles diffusent en permanence les films à Buenos Aires ! En rejoignant la France, l'Argentine se donne les moyens de prendre sa part dans la constitution d'un bloc latin qui n'est pas sans faire penser au grand rêve de mon cher Boganda. Car tout comme l'unité de l'Afrique latine prépare l'avenir panafricain, notre alliance avec les péronistes de toutes

obédiences permet désormais d'envisager l'unité de l'Amérique latine, c'est-à-dire la réalisation du grand rêve de Simon Bolivar, qui était aussi celui de Juan Péron... Pourquoi n'ai-je rien dit de tout cela à l'époque ? Simplement parce que je ne voulais pas mettre à nue l'ignorance du bœuf marri [Beuve-Méry], le ridiculiser et par conséquent l'humilier. Au fond, ce pignouf m'était sympathique. Je finissais même par le trouver attendrissant. »

Le « cœur d'or » tant vanté par Jacqueline...

« Maturité de la démocratie »

Le 25 février 1979, comme sept ans plus tôt, Charles de Gaulle apparut sur les écrans de télévision en compagnie de sa femme.

Très émacié mais rougeaud, le Président avait revêtu une étonnante veste de cuir blanc signée Paco Rabane, très semblable à celle qu'il avait portée l'été précédent lors des fameuses « *Nuits fusionnistes* », à Saint-Tropez, chez le producteur Eddie Barclay. À ses côtés, Jacqueline crevait l'écran. Épanouie et ravissante, la première dame rayonnait dans un ensemble Givenchy ouvert en corolle sur un décolleté provocant. Chaussée d'une paire de bottes également en cuir blanc, elle laissait entr'apercevoir de somptueux bas résilles. Un sourire voltairien éclairait le visage du Général.

Le phrasé gaullien, dynamique et joyeux, sa prunelle mutine, son extraordinaire tonicité, contrastaient avec les taches de vieillesse qui formaient un véritable tapis sur son front et brunissaient son crâne presque chauve. Le chef de l'État refusait désormais toute forme de maquillage ou de postiche.

Très détendu, l'éternel amoureux échangea un regard complice et plein de tendresse avec son épouse. Il était vingt

heures deux précises lorsque, ayant pris la main de Jacqueline dans la sienne, le chef de l'État annonça simplement :

« Françaises, Français, mes chers compatriotes. Dans un peu moins de dix mois, vous voterez pour élire le président de la République. Il est temps pour moi, il est temps pour nous de passer le témoin. Je ne me présenterai pas, nous ne nous présenterons pas à l'élection qui vient. Je me retire, nous nous retirons, pour laisser à d'autres le soin de me remplacer, de nous remplacer. »

Jacqueline de Gaulle écarquilla les yeux, parut faussement stupéfaite puis, l'instant d'après, ravie. Selon un dialogue manifestement appris au mot près, elle demanda immédiatement à son mari le « *successeur* » auquel il pensait. Le Général sourit à nouveau, mordilla brièvement son index recroquevillé, fit un ample mouvement de tête et répondit, le regard perdu dans le lointain :

« Vous constatez avec moi, ma bonne amie, que c'est le trop-plein. Je ne citerai pas de noms, car vous les connaissez tous parfaitement, nous les connaissons tous parfaitement (il planta son regard dans celui du téléspectateur). Depuis vingt ans, ils ont fait la France avec moi, avec nous. (puis se tournant vers Jacqueline et lui prenant à nouveau la main) Comme ils sont assez nombreux, l'énoncé de leurs noms serait fastidieux. Il faudrait donc écourter la liste, au détriment d'hommes et de femmes qui y ont pourtant eux aussi, elles aussi, sans doute, toute leur place... »

Corroborant dans l'instant les propos présidentiels, les visages qui avaient « *fait la France* » depuis vingt ans apparurent, comme autant d'icônes, dans tous les esprits des téléspectateurs : Senghor, Soustelle, Phouma, Ferhat Abbas, Lévi-Strauss, Houphouët-Boigny, Sékou Touré côtoyaient Germaine Tillion, le Grand-Croix Si Salah, Diori Hamani, Georges Bidault, Barthélémy Boganda ou encore l'ineffable Krasu dont la popularité atteignait des sommets. Chacune de ces personnalités se rattachait à un ou plusieurs événements qui avaient jalonné le redressement du Pays. Et sans aucun doute,

comme venait de le souligner le Président, cette liste n'était pas exhaustive. Le peuple avait l'embarras du choix. L'incontestable « *trop-plein* » si bien nommé par le Général...

*

* *

Partout, dans les restaurants, les bistrotts, les bouis-bouis, chez l'épicier, le boulanger, à la plage, sur leur lieu de travail ou dans les transports en commun, chaque Français avait son avis sur la question. Mais si les *favoris* des pronostics variaient selon le tempérament et les goûts, une certitude l'emportait sur toutes les autres : le Général était le *préféré*.

Les instituts de sondage, unanimes, constatèrent que l'écrasante majorité de la population approuvait le choix du Président. Non en raison de son âge, mais par « *respect de sa volonté* » et de son « *droit à profiter d'une retraite bien méritée* ». Au demeurant, les études étaient également formelles : aux yeux de l'opinion publique, loin d'affaiblir son image, le grand âge magnifiait un peu plus Charles de Gaulle. À bientôt quatre-vingt neuf ans, en dépit de ses rides, de ses cheveux rares et de sa maigreur, l'homme paraissait habité par une vie indomptable, et presque poupin avec son sourire d'enfant. En pleine possession de ses moyens, plus que jamais capable d'assumer en génie, en artiste inspiré les fonctions suprêmes.

Paradoxalement, en cette fin février 1979, le seul segment du corps électoral qui désapprouvait le Général était aussi le plus gaulliste. Constitué des « *incompressibles 35% de gaulliens consubstantiels* », selon l'expression de René Rémond qui qualifie le gaullisme de « *bonapartisme orléaniste et socialiste jacobino-girondin* », ce « *noyau dur* » excluait totalement de voter pour qui que ce fût d'autre que « *le Père* » (Bernard-Henri Lévy). Mieux encore, ces partisans lui reprochaient de « *vouloir s'en aller quand il est le seul possible* » (*Le Figaro*). Un chiffre qui atteignait des sommets

au Congo (89%), en Algérie (91%), en Argentine (95%) et au Laos (98%).

La presse avait, elle aussi, choisi son camp. La quasi-totalité des titres tinrent d'emblée l'abdication gaullienne pour la « *preuve par l'exemple* » de « *l'aversion du Général pour la tyrannie* » (*Le Soleil de Dakar*), saluant « *sa fidélité intacte à l'impératif démocratique* » (*L'Humanité*) ou sa « *plus grande idée de la République* » (*Le Soir de Hanoï*). Ces louanges faites, les principaux journaux coalisés prirent à bras-le-corps ce qui devint un rêve collectif : que le grand homme revînt sur sa décision. Chiffres, statistiques et sondages à l'appui, un battage médiatique sans précédent s'évertua à démontrer et à convaincre que De Gaulle devait, dans l'intérêt du Pays, succéder une fois de plus à lui-même.

Trois semaines plus tard, en mars 1979, le résultat était là : un sondage Sofres-France affirmait que 72% des sondés « *préfèrent très fortement* » le Général. Les journalistes s'empressèrent de tendre leurs micros aux « *favoris des enquêtes* », quoique nul candidat ne se fût déclaré. De Senghor à Krasu, comme s'ils s'étaient donné le mot, chacun expliqua que ses collègues étaient « *sans le moindre doute possible aussi qualifiés que moi pour poursuivre l'immense œuvre gaullienne* » (Diori Hamani), mais que « *nul ne saurait mieux incarner la France et la guider, évidemment, que le général de Gaulle* » (Grand-Croix Si Salah).

Pourtant, en dépit de ce « *trop-plein* » devenu « *féerie de jets d'eau à sa bonté* » selon le mot de Jacqueline de Gaulle, le Général campa sur ses positions. Le 31 mars 1979, il affirma « *refuser définitivement* » de « *demeurer président de la République (...) au-delà de notre troisième mandat* ».

Cette annonce provoqua ce qu'on appela le « *Soulèvement de l'Encre* » (Patrick Poivre d'Arvor). *L'Écho d'Alger* prit la tête du mouvement et sonna le tocsin sous la plume haletante d'inquiétude d'Alain de Sérigny. L'éditorialiste algérois n'hésita pas à parler de « *crise de régime* » et de « *pays au bord du RIEN, puisque le SEUL homme voulu par le peuple* ».

refuse de se représenter, quand PERSONNE ne s'estime digne de prendre sa place. »

En ce début de mois de mai, les sondages tombaient les uns après les autres, démontrant le basculement de l'opinion publique en faveur d'une nouvelle candidature du Général. Selon les différents instituts, entre 84% et 92% des Français estimaient que « *Charles de Gaulle [devait] de se représenter* » (*Le Monde*). À la faveur des commémorations des 13-Mai et 16-Mai, cette marée irrésistible se fit *tsunami*.

Les festivités déployées à Alger « *comme une rosace dont le Général et Jacqueline formaient le cœur* » (*Jours de France*), finirent par faire plier De Gaulle. Le 16 mai, à 11 heures, le Président « *de guerre lasse mais du fond de l'âme (...) accept[a] d'être le seul candidat à se présenter* ».

Une décision dont on découvrit peu à peu la merveille : au lieu d'affrontements démagogiques et stériles, souvent feints et arrangés, véritables « *pièges à cons* » (Jean-Edern Hallier) tels qu'en connaissaient tant de pays dits démocratiques depuis des lustres et comme en avait subi la France elle-même jusqu'en 1972, la campagne électorale consista à la télévision en de superbes documentaires narrant les gloires du Président. De l'appel du 18 juin 1940 jusqu'aux multiples attentats dont il avait « *héroïquement* » réchappé « *sur le chemin de sa geste* » (Emmanuel Levinas), sa vie, son œuvre étaient élevées au rang d'épopée. Reportages et « *caméras-trottoirs* » tournés aux quatre coins de France complétaient ce vaste panorama, permettant à chacun de mettre des visages sur la passion collective dont le Général était l'universel objet.

Galvanisée par cette candidature qui était un peu sa victoire, la presse consacra des dossiers touffus aux « *Vingt années somptueuses d'un homme d'exception pour un Pays d'exception* » (*Le Monde*) et au « *Jubilé d'or du Général héros et mage* » (*Le Figaro*) ou encore à « *De Gaulle, phare de l'univers* » (*La Voix malgache*).

Dans ce climat qu'il faut bien qualifier d'hagiographique, *Phnom-Penh-Le Jour*, *Sud-Ouest*, *Le Soir de Dakar* et *Le Matin du Sahara*, sans s'être consultés, aboutirent à cette même interrogation : « *Charles de Gaulle est-il une personification du Surhomme ?* »

Quoi qu'on pût en penser, le Surhomme en question fut réélu avec 99,94% des voix, avec une participation record de 97 % des électeurs.

Quelques mois avant ce raz-de-marée, Coluche avait déchaîné l'hilarité des salles et fit même pleurer de rire le Général venu le voir au Casino de Paris, le 4 juin 1979, avec sa célèbre taquinerie au Président : « *En fait, l'élection de 79, y'a un mec y m'a expliqué... Y m'a dit, c'est exactement la même que celle de 72. (Coluche pousse un cri, rires dans la salle) Sauf que là, y m'a dit, c'est 'achement mieux : on peut voter que pour le vainqueur... (rires) On peut pas se rater... (rires) On est sûr d'avoir bon ! (rires) Jusqu'au trognon ! (Coluche fait un geste suggestif, comme s'il sodomisait une volaille imaginaire, grands rires dans la salle) Le patron y s'est pas fait chier ! (grands rires) Rembourseeeeeez ! (immenses rires dans la salle, gros plan sur le Général riant aux éclats)* »

Comme le nota, plus sérieusement, dans son *Bloc-notes* François Mauriac au lendemain de l'annonce de la candidature du candidat unique :

« *C'est dit. À quatre-vingt huit ans qu'il porte comme un charme, le Président accepte finalement de se représenter, et conduit du même coup la démocratie française à sa maturité. Dans une redite épurée et magnifiée, et au fond plus franche, de la précédente élection [présidentielle de 1972], Charles de Gaulle sera cette fois débarrassé de ses inutiles faire-valoir. (...) Tous l'observent et s'en félicitent, la campagne s'est mue en une célébration de l'œuvre collective accomplie par la République, qu'accompagnent une série de justes hommages à celui qui, tout à la fois, l'a initiée, conduite et accomplie depuis vingt-et-un ans. C'est-à-dire, par un signe de l'Histoire et de Nature qu'il aime tant invoquer, le temps qu'il faut à un*

nourrisson pour devenir un homme. (...) Mais vraiment, qui s'en étonnera ? La parfaite continuité de la gouvernance gaullienne épouse, décennie après décennie, la volonté la plus profonde de notre France. Le maintien du Génie au pouvoir par plébiscite enthousiaste, couronnant le processus démocratique de l'élection, atteste de la légitimité remarquable du régime tout en scellant l'unité de la Nation. »

Moins convaincu, le 19 novembre 1979, à la veille de l'élection française, le *New York Times* titra en Une : « *La dictature gaullienne comme soi-disant [as supposed by himself] stade suprême de la démocratie* ». Le lendemain, dans les minutes qui suivirent l'annonce de l'éclatante réélection de Charles de Gaulle, le Premier ministre français déclara, très solennel :

« Certains croient pouvoir ironiser, en avançant que lorsque la démocratie triomphe de façon totale, ses élections ressemblent furieusement à celles d'une dictature. Je rappelle qu'en France, le peuple jouit de l'écoute du gouvernement, lequel garantit et promet la liberté, l'égalité et la fraternité, et veille au bonheur de tous. Ce n'est pas si banal, même en démocratie. De tout cela et de bien d'autres choses encore, chaque Française et chaque Français possèdent une vive conscience, comme l'ont démontré de manière définitive le déroulement et le résultat de cette élection. »

Souvanna Phouma fut naturellement maintenu à Matignon.

Les « agglomérations » selon Phouma... et Boganda

Le ministère Phouma fut surnommé le « *ministère des Agglomérations* », d'après le mot du Général dans sa fameuse théorie du même nom. « *Le frénétique M. Phouma* » titrait, sincèrement admiratif, *France Observateur*, le 1^{er} décembre

1983, au terme de sept années de gouvernement d'un pays devenu gigantesque, avec ses quatre-cent soixante sept départements, ses quatre cent millions d'habitants et ses vingt-cinq millions de kilomètres carrés.

Son tableau de chasse était en effet impressionnant. Outre le Viêt-Nam et le Cambodge, le Premier ministre, flanqué de son ministre des Affaires étrangères Barthélémy Boganda, avait, selon l'expression désormais consacrée, « *ramené à la France* » : la Belgique, le Val d'Aoste, la Catalogne, le Québec, Haïti (redevenu Saint-Domingue en retrouvant la France), le Liban, l'Argentine, la Côte-de-l'Or et la Gambie, auxquels s'ajoutaient la totalité des anciens territoires de l'Afrique portugaise, à savoir l'Angola, le Mozambique, les îles du Cap Vert, sans oublier l'enclave de Cabinda. Au passage, la France avait raflé la place de première productrice mondiale de pétrole. Et cela sans compter l'or noir de l'Arabie, devenue protectorat en 1982.

« *La Grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le bœuf* », badinait Pierre Desproges dans un sketch bon enfant sur le plateau du *Petit rapporteur* de Jacques Martin, sur TF1. Le chansonnier, déguisé en petit batracien portant képi deux étoiles, finissait en effet par devenir, grâce à un effet spécial vidéo, aussi gros qu'un ruminant mâle, qu'il dégustait d'ailleurs sous forme de « *bavette à l'échalote* » à « *15 francs le kilo* ». Le plat était servi par un Daniel Prévost très digne, en livrée de valet du XVIIIe siècle, plumeau sous le bras et layette sur la tête...

Le scénario « *agglomérant* » était presque toujours le même : un parti « *rattachiste* » s'était constitué dans la seconde moitié des années 1960, puis était monté régulièrement en puissance. Une dizaine d'années plus tard, soit à partir du milieu des années 1970, à raison d'une croissance avoisinant les 3 ou 4% par an, le parti pro-français était devenu majoritaire et remportait les élections. Les autorités françaises se félicitaient de ces phénomènes, et ne faisaient aucun mystère

des facilités mises en place pour l'obtention de passeports français, sans conditions de résidence en France.

Ainsi des centaines de milliers de Québécois au Canada, de Wallons et de Flamands en Belgique, d'Italiens au Val d'Aoste, de Luxembourgeois, de Libanais, de Gambiens, d'Angolais, de Mozambicains, d'Argentins, sont devenus des Français bien avant que leur pays ne le fût.

C'est donc avec des territoires déjà en grande partie « *naturalisés* » que des négociations s'ouvraient finalement entre des autorités locales rattachistes – le plus souvent françaises de nationalité – et la République gaullienne. Ces négociations sanctionnaient simplement un état de fait largement accompli. Pour achever le processus, le département qui ne disait pas encore son nom organisait un référendum tournant chaque fois au plébiscite. *Le Petit Rapporteur* n'avait pas complètement tort.

Surenchère dans la francophilie

Tandis que les appétits français se faisaient gargantuesques, que les territoires s'aggloméraient les uns après les autres autour de la République française devenue géante, la passion patriotique prit des formes diverses, selon les continents.

Les plus patriotes étaient sans conteste les Algériens, qui prétendaient tous avoir quatre grands-pères morts pour la France, tantôt au cours des guerres mondiales, tantôt dans un combat héroïque et sacrificiel contre un FLN honni et identifié au III^e Reich, au nom de « *l'Algérie française* » présentée comme sacrée. Comme le souligne Pascal Bruckner : « *Il est devenu une véritable tradition, en Algérie, d'orner sa maison ou son appartement d'un drapeau tricolore agraffé des médailles, réelles ou supposées, des glorieux aïeux* ».

Les plus « *mystiques* », en revanche, étaient les Subsahariens, qui vouaient un véritable culte à Charles de Gaulle. De Bamako à Brazzaville, on trouvait presque toujours un portrait du Général à la maison. Quoique les pratiques superstitieuses fussent largement en recul depuis une dizaine d'années, le culte rendu à « *N'Gol* » perdurait néanmoins dans les régions les plus reculées d'Afrique équatoriale. Bizarrement, elles tendaient à se diffuser dans les villes sous une forme festive et folklorique, « *sécularisées* », à l'occasion de l'anniversaire du Général, fêté dans cette région de la République comme Noël ou le jour de l'an.

Quant aux Indochinois, bien que plus intériorisés, ils avaient peu à peu adopté, et cumulaient, les habitudes des Algériens et des Subsahariens : comme ces derniers, la plupart des foyers indochinois avaient un portrait de De Gaulle accroché au mur et, comme les Algériens, un drapeau de la République devant leur maison.

Au fond, les plus modérés étaient les Métropolitains qui, à quelques exceptions près, n'avaient ni l'un ni l'autre, et professaient simplement, presque toujours, une grande admiration pour le Général, qui « *sauva par deux fois la France* » et lui permit « *de devenir vraiment elle-même* », « *toute noblesse et toute grandeur* ».

La parabole de la tarente

À Alger, un certain « *Quiqui* » avait pris la place des réussites qui occupaient jadis les heures sombres du Général à Colombey.

Alors que son quatre-vingt-cinquième anniversaire approchait, le cœur d'or du Président s'était encore attendri. Une véritable passion l'avait saisi pour une petite tarente qui, chaque soir, venait arpenter le plafond de sa terrasse à l'Élysée. Le Général ne s'en cachait plus. « *La tarente du président* »,

avait titré *Paris Match* en juillet 1975, présentant une magnifique photographie du vieil homme assis dans la pénombre, un panier rempli de clémentines, de figes, de plaquemes et de grenades sur la table au premier plan, une fine silhouette reptilienne se détachant sur le mur derrière lui. L'hebdomadaire était toujours à l'affût d'anecdotes originales au sujet du Général. Révéler des aspects inédits de la vie du « Père » permettait de vendre d'énormes quantités de papier, notamment pendant la période estivale.

« *Les lampes du palais attirent mille insectes et papillons de nuit, repas potentiels de la petite créature. Les yeux rivés vers ce ciel de pierre baigné de lumière artificielle directement venue des centrales solaires du Sahara, le Général se délecte des chasses de ce fauve miniature si attachant* », expliquait l'hebdomadaire populaire.

Cette passion de Charles de Gaulle aurait pu rester une amusante anecdote. Mais elle devint le moyen d'un scandale odieux, savamment orchestré par la presse d'outre-Manche.

Depuis le début des années 1970, le Général refusait systématiquement les demandes d'entretiens de la presse anglosaxonne. « *Je n'ai rien à dire à Albion* », avait tranché une fois pour toutes le noble octogénaire en conférence de presse. C'est donc par exception qu'il avait accepté d'accorder un entretien à Mike Cloverfield, rédacteur en chef néo-zélandais du mensuel *Nature*.

« *Rouquin frisé néanmoins sympathique* », Cloverfield avait expliqué au service de presse de l'Élysée qu'il n'entendait donner « *nul tour politique* » à l'entretien. Il souhaitait « *simplement* » faire partager à ses lecteurs « *l'amour du Général pour les geckos* ». Ce projet plut au Palais. L'entrevue eut donc lieu à Alger en juin 1976, à la nuit tombée, « *afin que Quiqui pût être de la partie* », comme l'indiqua par la suite Anne-Proserpine Diop, porte-parole de la présidence de la République.

Publié dans *Nature* dès le mois suivant, l'entretien provoqua un séisme médiatique à Londres et dans les capitales anglo-saxonnes. Selon Cloverfield, lorsque la tarente fit enfin son apparition, De Gaulle « *qui avait bu force vin de Mascara en attendant son sympathique ami [nice friend]* », leva le nez et chuchota :

« Observez bien, Monsieur Cloverfield, la tactique de ce minuscule prédateur qui vient sur nos yeux faire ripaille. C'est toujours la même chanson. D'abord il tournicote, évalue le théâtre d'opération. Puis il traverse le plafond en un éclair et s'arrête à quinze centimètres du coléoptère. Commence alors le minutieux ballet des pattes. Très lentement, l'avant droite avance, puis l'arrière gauche, suivie de l'avant gauche, enfin de l'arrière droite, et ainsi de suite. Les ventouses² de ses doigts, n'est-ce pas, défient la gravité. Chaque fois, elles adhèrent une à une, sans se presser, à leur nouvelle position. À ce petit jeu, quoique presque imperceptible, l'approche est vite suffisante. C'est alors que la queue s'agite en serpentif. Insensible pour la proie comme chacun des mouvements précédents, l'appendice en ses tortillements annonce l'effort du bond qui vient. Et voilà notre Qiqui déjà qui croque l'abdomen disparu dans sa gueule, avant qu'il n'achève d'engloutir les ailes d'un dernier coup de mâchoires. La France agit ainsi, Monsieur. Ni plus, ni moins. »

« Pour marquer le coup [en français dans le texte], Charles de Gaulle, qui jouit d'une santé de fer et d'une descente toujours impressionnante [impressive] malgré ses quatre-vingt cinq ans, a avalé à son tour un cinquième grand verre de vin de Mascara. Ses yeux injectés de sang ont alors plongé dans les miens avec une expression terrifiante, et il a conclu, en français : "À la bonne vôtre, Monsieur l'Anglais !" », précisait perfidement Cloverfield.

L'Élysée, dans un communiqué tenant en deux lignes, fit savoir que « *ce digne fils d'Albion* » avait « *tout inventé* », précisant que le Général « *compte tenu de son grand âge, ne [buvait] qu'avec modération* ».

Dénonçant, unanime, la faute « *inacceptable* » (*Le Matin du Sahara*) du « *confrère anglo-saxon* » (*La Voix de Vientiane*), la presse française prit fait et cause pour la « *vertu [présidentielle] calomniée* » (*Le Figaro*).

Dans l'éditorial simplement intitulé « *Indignation* » qu'ils cosignèrent et qui fut reproduit par des centaines d'autres titres nationaux, régionaux mais aussi internationaux, Hubert Beuve-Méry pour *Le Monde*, Alain de Sérigny pour *L'Écho d'Alger*, Jean Daniel pour *France Observateur* et Pierre Viansson-Ponté pour *Le Figaro*, rappelèrent « *l'exigence de vérité, dûment inscrite dans la charte du journaliste qui honore la France et le journalisme français* ». Suivant une démonstration implacable, les quatre éditorialistes faisaient valoir qu'« *au regard de la célèbre Théorie des agglomérations et, plus généralement, de l'Histoire telle qu'elle se déroule depuis plus de deux décennies sous les yeux du monde, l'entretien apocryphe du Général publié dans Nature est pour le moins invraisemblable, pour ne pas dire artificiel, pour ne pas dire frelaté.* »

Voire pollué...

De Gaulle eschatologue

Quoi qu'il en fût du procédé, sous l'empire du génie gaullien, la France avait crû comme le Satyre. Bien sûr, l'affaire du Deccan, vingt ans plus tôt, à l'instar de l'« *Opération Séoud* » en 1976, avait prouvé que la Ve République savait montrer les crocs quand il le fallait. Mais passé les inévitables péripéties des commencements et tout le fil à retordre, la prodigieuse expansion avait amplement montré qu'au rebours de la longue et terrible histoire des hommes, elle ne se fondait ni sur la guerre, encore moins sur le meurtre de masse ou l'extermination, mais au contraire sur la propagation de sa paix – la « *Pax franca* » que vantait à l'envi le Général. C'est-à-dire le

progrès social, l'éducation et la santé offerts à tous, pour le plus grand profit de la cité et du bien-être universel.

Ainsi porté par des forces positives, l'accroissement de la France semblait voué à se poursuivre sans limite. « *Ma modeste définition de l'Amour* », résumait Charles de Gaulle en souriant lors de ses vœux à la presse en 1983. Or derrière cette formule d'apparence romantique, sous le visionnaire politique méditait en permanence l'oracle métaphysicien. Pendant l'été 1984, à l'Élysée, lors d'un long entretien avec Souvanna Phouma, le Patriarche exposa en ces termes sa vision cosmique :

« L'exubérance de la nature, la matière du monde perpétuellement pétrie et remodelée dans la création et la destruction, les atomes éployés dans un réagencement permanent que rythme l'infinie répétition des aubes et des crépuscules, le mouvement des astres qui surplombe ce ballet à la fois infime et colossal... C'est la cacophonie subtile et laborieuse, l'orchestre qui s'accorde à n'en plus finir en préparation de la plus puissante des symphonies. Car bientôt, les instruments cesseront leurs tâtonnements pour suivre ensemble une partition aux notes précisément agencées, selon une interprétation vivante qui suivra ce plan, chaque fois renouvelée en nuances miroitantes. »

Le Général se tut un instant. Son regard parcourut l'orbe azuré du ciel, descendit lentement sur les hautes ramures du Jardin d'essai dont les feuilles se mêlaient aux palmes. À leur ombre jouaient des enfants venus des quatre coins de ce que De Gaulle s'acharnait à nommer *l'Empire*. Prêtant l'oreille aux échos de la ville qui montaient dans la chaleur de l'après-midi, il respira l'air doux de son nez qui ressemblait de plus en plus à un gros brocoli rose percé de mille anfractuosités fractales. Puis le Président esquissa un sourire et reprit :

« L'obstination géométrique du cristal, la lente patience de l'arbre, l'inlassable travail des abeilles et des fourmis, la

succession infrangible des marées, la frénésie des hommes : jusqu'au vingtième siècle, voyez-vous, mon cher Phouma, tout cela pouvait sembler gratuit, et notre lutte vaine. Quand nous croyions le Soleil et notre planète éternels, à quoi bon s'agiter ? La mort seule fixe un but, intime son ordre à la vie. »

Le Général cueillit délicatement une fleur d'ibiscus au bouquet qui ornait comme chaque jour le Salon doré. D'un geste très lent, il la porta, fragile sculpture écarlate jusqu'à ses narines, ferma les yeux, la respira longuement, et poursuivit :

« Les philosophes de notre époque se disent existentialistes. C'est bien beau ! Mais quel est cet étrange existant qui ne voit dans la matière qu'agglomérat d'atomes sans âme, projetés vers un avenir absurde ? La science de notre vingtième siècle nous a livré un à un les moyens de percer l'Énigme, de voir clair en son grand hiéroglyphe, le hiéroglyphe de l'Univers. Pour déceler son flagrant dessein... »

De Gaulle s'interrompit puis, détachant chaque mot :

« Elle nous a appris que nous en sommes le centre... »

À cet instant, deux martinets entrèrent par la fenêtre, projectiles presque invisibles dans le flou de la vitesse. Ils firent en fulgurance trois tours dans le bureau du Président, frôlèrent ses cheveux blanc éclatant – il ne dit rien ni ne bougea à cet effleurement – puis ressortirent et disparurent dans le ciel immaculé. Impressionné par cette scène qui semblait surgie des entrailles du mythe, le Premier ministre ne put s'empêcher *« d'y voir un signe »*.

« Que voulez-vous dire, mon Général ? », interrogea-t-il, fasciné d'être sur le point d'entendre, premier homme dans l'histoire universelle, l'ultime vérité du monde. De Gaulle, parfaitement conscient de l'ampleur de la révélation que, dans le silence de son bureau algérois, il s'apprêtait à livrer à une

oreille humaine, laissa encore un instant le temps suspendu. Enfin il susurra :

« Je parle, mon cher Phouma, des cinq sauts de l'univers. Suivez-moi bien : du néant jaillit l'énergie ; l'énergie se condensa en matière ; de la matière naquit la vie ; la vie s'éleva à la conscience ; la conscience s'éveilla à la pensée. Ce sont les cinq sauts. Or voici que cette pensée, l'humaine pensée, cette conscience réflexive, abstraite et conquérante qui prolonge et accélère prodigieusement le travail de Nature, voici que cette pensée façonnante qui naît du plus fantastique et complexe agencement de matière que l'univers ait jamais forgé, l'humain cerveau, dont l'existence serait absurde sur un astre pérenne, voici que cette pensée trouve dans la mort de notre Soleil que nous annonce la Science, le sens même de son existence, sa raison d'être, la clef de la quête dont elle est le beau fruit et, si vous me le permettez, le sens des sens. »

Souvanna Phouma ne répondit rien. Perdu dans la vertigineuse révélation gaullienne, son esprit submergé s'engloutissait dans cette dernière formule, *le sens des sens*. Ces quatre mots lui semblaient tenir de l'art du Haïku, troublante analogie à l'heure même où le Japon, vieille civilisation traditionnellement jalouse de sa spécificité et volontiers close sur elle-même, voyait apparaître, à Tokyo et Kyoto, les premiers mouvements « *rattachistes* » nippons. Alors que le doute l'avait soudainement saisi – le Général avait-il dit « *le sens des sens* » ou « *le sens d'essence* » ? – et qu'il n'avait encore osé demander une précision à l'oracle, sans se soucier du silence de son Premier ministre, le Général poursuivit :

« La science nous l'a annoncé : source de toute vie, notre étoile s'éteindra, entraînant dans la mort notre Terre tant aimée. Ce que la vie y a patiemment et miraculeusement élaboré, du plus délicat cristal à la montagne herculéenne, du papillon merveilleux à la baleine bleue, tout cela disparaîtra définitivement avec elle. Or voici que l'homme et lui seul – en attendant que les poulpes, les dauphins ou les anémones

connaissent le cinquième saut – possède la conscience réflexive capable de différer l'inexorable extinction. Qu'il faille s'opposer par je ne sais quel moyen encore inconnu à l'épuisement de notre Soleil, qu'il s'agisse d'embarquer la vie à bord de vastes arches en quête de havres à travers les espaces de l'univers infini... En nous apprenant que le Soleil et la Terre vont mourir, nos savants nous ont rendu l'homme pivot de la vie, ou plutôt de la survie de la vie. »

« *Encore un haïku* », se dit Phouma, ébloui.

« Ils nous révèlent, poursuit De Gaulle, la sublime destinée du roseau pensant : sauver l'animal, la plante et la pierre de lune, sauver la conscience et assurer sa propagation à tout l'univers. Car par l'homme, c'est l'univers entier qui, quelque jour, envahi par la vie, sera devenu pensant ! »

Alors que Phouma était pris de vertige, le Général acheva :

« Ces cinq sauts totalement improbables autant qu'extraordinaires qui défient l'imagination, produisent en chemin la splendeur moléculaire et stellaire, les beautés minérales et vives, et génèrent à leur terme le moyen de leur éternité. Dans cet ultime retournement, le projet se révèle dans sa suave clarté : étendre la vie et la conscience à l'univers entier. Par sa persévérante cohérence, il démontre la conscience de ses nécessités, en même temps que la réalité manifeste du projet qu'il poursuit depuis l'origine. S'impose alors l'évidence d'un Auteur à ce prodigieux dessein. Ce que je serais tenté d'appeler le sixième saut, si je ne soupçonnais qu'il ne s'agit que de l'accomplissement absolu du cinquième, en même temps que sa source... »

Le nonagénaire s'arrêta. Il gratta sa gorge pour que sa voix soit aussi claire que possible, et conclut :

« Alors qu'elle l'en avait un temps expulsé, la Science a resitué l'homme au centre de l'univers. Il appartient à la France, en pacifiant le monde, en unissant l'humanité, en

l'épanouissant dans les Lumières, de rendre la Terre capable d'accomplir la mission qui lui échoit. »

Les cigales du Jardin d'essai s'étaient mises à chanter. Tandis que leur mélodie lancinante envahissait le Salon doré, Souvanna Phouma posa lentement un genou à terre et baisa la main du Général. Une larme ruisselait sur la joue de chacun des deux hommes.

« Dans l'eau vivante de ses rivières... »

Pour le vingt-septième anniversaire de son mythique discours d'Alger, le 4 juin 1985, Charles de Gaulle accorda au journaliste-vedette Yves Mourousi un long entretien souvent considéré comme « *l'acmé de la légende télévisuelle gaullienne* » (Serge Leyrac).

Le Général avait voulu que ce « *grand dialogue* » – qui dura en effet près de trois heures – fût diffusé, en direct et en mondovision, depuis un lieu « *parcouru de mille âmes* ». C'est finalement la bibliothèque de l'Élysée qui fut retenue. On y installa tout spécialement le célèbre bureau mécanique de Napoléon I^{er}, chef-d'œuvre d'ébénisterie des frères Jacob, avec ses pieds en forme de lions ailés, bronzés et dorés.

Après la *Marseillaise* traditionnelle, les téléspectateurs découvrirent avec quelque étonnement, devant De Gaulle, le journaliste assis en tailleur sur l'extraordinaire sculpture de bois. De toute évidence, cette attitude décontractée bousculait le protocole. Mais tout aussi évidemment, le Président n'en prenait nul ombrage : il souriait et levait vers Mourousi des yeux emplis d'une douceur bienveillante. Il est vrai que s'affranchissant lui-même de l'étiquette austère qu'il s'imposait le plus souvent lors des entretiens officiels, le Général avait revêtu un ample manteau de velours fleurdelysé et d'hermine, qui semblait tout droit emprunté à Louis XIV dans le portrait d'Hyacinthe Rigaud. Comme le nota un peu sottement *Time*

Magazine, « il ne manquait à sa Majesté De Gaulle que la perruque du Roi-Soleil, dont on se demandait bien ce qu'il avait pu en faire ». Les Français, quant à eux, surent parfaitement apprécier ce clin d'œil du Général à l'Histoire avec un grand H.

*

**

Mourousi ouvrit l'émission de son inimitable voix de rogomme, invitant le téléspectateur à « *parcourir un siècle de vie gaullienne* », depuis l'enfance du « *jeune surdoué béni de la Nature* » jusqu'à « *ses prouesses dans les guerres et les révolutions* », « *soubresauts, convulsions ou mutations planétaires* » que « *CDG* » avait « *respectivement affrontés, maîtrisées ou conduites, guidé par les seuls feux de son génie* ».

Trois heures plus tard, à la fin du somptueux échange offert comme un festin de pensée, de souvenirs et d'images au peuple émerveillé, « *pour conclure ce beau voyage* », le journaliste redescendit du bureau. Les bras derrière le dos, il s'étonna familièrement :

« *Monsieur le Président, si vous le permettez, avant de rendre l'antenne et pour clore cet entretien dont je vous remercie au nom du demi-milliard de Français qui nous suivent, je voudrais vous poser une question un peu personnelle. (De Gaulle eut un petit geste d'approbation) Ce soir, je vous avoue que je n'ai pas compté, mais il me semble que vous avez employé peut-être cent fois le mot Empire... Alors que ce mot, certes magnifique, est tombé depuis longtemps en désuétude chez nos compatriotes ou dans la presse, vous qui êtes si "chébran" ["branché" en verlan, le langage des jeunes], vous y recourez souvent lorsque vous parlez de nos provinces d'Afrique, d'Asie, d'Amérique ou d'Océanie. Pourquoi cet attachement à un vocable – Empire – que certains estiment, veuillez m'excuser, un peu "craignos" ? »*

Durant toute l'émission, le Général avait porté sur Yves Mourousi des regards remplis d'affection. Mais son complexe visage s'éclaira alors d'un sourire d'une bonté indicible. Il laissa passer encore quelques instants, leva son immense corps d'une grâce toujours féline, traversa la pièce et alla débusquer dans les rayons de la bibliothèque un gros volume relié de cuir noir. Dans un silence religieux, le plus illustre des vivants revint d'un pas lent au bureau, se rassit et chaussa ses lunettes en Kevlar dessinées par Starck. Avec soin, il feuilleta longuement le mystérieux ouvrage et s'exclama enfin : « *C'est ici !* ».

Visiblement ému, Charles de Gaulle mordillait l'intérieur de sa joue. D'un geste très doux, il dressa un index noueux vers les lambris dorés, tandis qu'il suivait de l'autre les lignes du livre. Le timbre grave, il articula ces mots :

« S'ils perdent le sens de l'empire, ils ne conçoivent point qu'ils se racornissent et se vident de leur substance et enlèvent leur prix aux choses. Les choses conservent leur apparence, mais qu'est-ce qu'un diamant ou une perle si nul ne les souhaite : autant du verre taillé... Et l'enfant que tu berces a perdu quelque chose de soi s'il n'est plus cadeau pour l'Empire... Mais tu l'ignores d'abord, car son sourire n'a point changé ; ils ne voient pas leur appauvrissement car les objets dans leur usage demeurent les mêmes. Mais qu'est-ce que l'usage d'un diamant ? Et qu'est-ce qu'une parure s'il n'est point de fête ? Et qu'est-ce que l'enfant s'il n'est point d'Empire, et si tu ne rêves pas de faire de cet enfant un conquérant, un seigneur ou un architecte ? S'il est réduit à n'être qu'un paquet de chair ? »

Le Président se tut un instant et, pénétré de sa lecture, poursuivit, de plus en plus emphatique :

« Et moi, les enfermant dans le silence de mon amour, je considérais mon armée qui commençait de fondre dans le sable et de s'y perdre comme ces fleuves nés des orages que ne sauve point le sous-sol d'argile et qui meurent stériles, ne s'étant

point, le long des rives, changés en arbres, changés en herbe, changés en nourriture pour les hommes. Mon armée avait souhaité de se changer en oasis pour le bien de l'Empire, afin d'embellir mon palais de ses résidences lointaines, afin que parlant de lui on pût en dire : "Quelle saveur lui donnent vers le sud ces palmiers, ces palmeraies nouvelles, ces villages où l'on sculpte l'ivoire..." Mais nous combattions sans nous en saisir et chacun songeait au retour. »

Le Général s'interrompit, ramassa tous les traits de sa face dans un profond recueillement, et acheva, toujours penché sur le texte :

« "Que nous importe, disaient-ils, d'être plus ou moins riches de cette oasis inconnue ? En quoi nous augmentera-t-elle ? En quoi nous enrichira-t-elle ? quand, revenus chez nous, nous nous enfermerons dans le village ? Elle servira celui-là seul qui l'habitera ou qui récoltera les dattes de ses palmes ou lavera son linge dans l'eau vivante de ses rivières..." Et l'image de l'Empire se détruisait en eux comme un visage que l'on ne sait plus regarder et qui se perd dans le disparate du monde... »

Charles de Gaulle leva un regard qui semblait remonté d'outre-vie. Il fixa longuement le journaliste encore plongé dans le gouffre des mots, et conclut :

« Ces réflexions admirables, M. Mourousi, sont tirées de Citadelle, l'ouvrage posthume du grand Antoine de Saint-Exupéry. Sans doute ce texte doit-il à son inachèvement certaines de ses étranges beautés. J'invite chaque Français, où qu'il soit, à le méditer. »

Avant la fin de l'année 1985, à travers toute la France, *Citadelle* s'écoula à plus de cent millions d'exemplaires.

Le caprice du Général

Caprice de vieillard ? Sénilité aimable rendant l'homme fantasque et poète ? Toujours est-il qu'au cours de l'été 1986, à quelques mois de la fin de son règne, tous les témoins s'accordent à dire que le Général, dont chacun savait l'amour du verbe, se mit à être obsédé par les noms de familles des Français.

Le 1^{er} novembre 1986, le soir de la Toussaint, il décida de faire une intervention télévisée sur le sujet, « *pour leur en parler directement, les yeux dans les yeux* ».

Habillé ce soir-là d'une sobre veste en velours côtelé ornée d'une minuscule rosette, portant une cravate claire sur une chemise en lin du Calvados, le Président prit la parole depuis l'Élysée, devant les fenêtres grandes ouvertes sur les jardins où soufflait un calme sirocco, inhabituel en cette saison. Tandis que le parfum des glycines et des néfliers se mêlait à l'odeur des pins et des cèdres, De Gaulle déclara face à plusieurs centaines de millions de téléspectateurs, la voix particulièrement chevrotante et la main pleine de tremblements :

« Mon cher et vieux pays, mon cher et vieux peuple, j'arrive lentement au soir de ma vie, et tu sais tout ce que nous avons fait ensemble. Je vais bientôt partir, tu le sais aussi, et je ne voudrais pas te laisser sans t'avoir dit, sans t'avoir fait une confidence qui me tient à cœur, ce vieux cœur qui t'aime tant et qu'ont attendri doucement les ans. Nos noms nous définissent, ils nous dépeignent, ils nous hantent. Or j'aime à voir la France dans un nom, j'aime même seulement son reflet quand il brille sur un beau tableau, dans l'un de nos paysages, dans l'une de nos danses, ou dans un recoin de notre langue que nos grands aînés ont forgée comme une œuvre d'art. Je voudrais que chacun d'entre vous prît son nom, et s'interrogeât sur la façon dont il pourrait y introduire un peu plus de France. Si

votre nom se termine par un « o », ajoutez-y un « t », ou changez-le pour un « eau », un « ault », ou encore un « aux » [le Général prit le temps d'épeler chacune de ces finales]. S'il s'achève sur un « a », épaississez-le d'un « z », d'un « t », ou pourquoi pas d'un « s ». À ce petit jeu, vous verrez, vos noms fleuriront d'un petit grand air de cette France qui s'est tant fondue en vous, pour son plus grand bonheur. Je ne te prends pas plus de temps, mon cher et vieux pays, mon cher et vieux peuple. Je te laisse méditer, et tu me diras bientôt ce que tu en penses. Vive la République ! Et vive la France ! »

La Marseillaise conclut l'allocution. Instantanément, un terrible froid traversa tout le pays. À Alger comme à Paris, à Lille et à Dakar, Vientiane, Libreville, Chicoutimi ou Port-au-Prince, ce n'était pas le contenu de l'intervention qui avait glacé : c'était l'état d'extrême fatigue du Général, et son aspect cadavérique. Chacun avait beau avoir constaté que le texte était impeccablement su, qu'il était parfaitement scandé, grâce à sa mémoire prodigieuse et intacte, malgré les hésitations de la voix... Que d'efforts, que de souffrance on sentait dans chacun de ces mots ! Les tremblements, les yeux étrangement profonds et fixes du Général semblaient indiquer que le mal, le mal de la vieillesse, était à son dernier stade. Devant l'écran des téléviseurs, dans les salons, dans les cuisines ou au zinc du bar, de la Bretagne à l'Annam, de Madagascar en Guyane, du Dahomey à la Polynésie, de Tunisie au Viêt-Nam, d'Alger à Paris, tous étaient pétrifiés. À Pondichéry, à Brazzaville, à Fès, des femmes s'évanouirent. On déplora de nombreux arrêts cardiaques à Québec et à Brazzaville. Ce n'était rien au regard de ce qui allait arriver quinze jours après ce qu'on appelle « *la dernière allocution télévisée* ».

« *Saint-Gors* » et la mode de la « *poétisation des noms* »

Senghor, dès le lendemain, approuva sans réserve « *l'étonnante proposition du Général, qui nous invite, alors qu'il vacille sous nos yeux au bord de l'infini, à colorer de France, à poétiser chacun de nos noms, selon une démarche artistique collective qui, une fois de plus, sans aucun doute, fera date dans l'Histoire du monde. Désormais, je veux qu'on orthographie mon nom Léopold Sédart Saint-Gors [l'ancien Premier ministre épela chaque lettre et le trait d'union]* ».

Nombreux furent ceux qui imitèrent « *Saint-Gors* ».

Le drame intérieur

À la même époque, Raymond Sabot, son aide de camp, témoigne qu'il arriva à De Gaulle, dans des nuits de crise, de hurler, de vociférer, et même de pleurer en parlant de ce sujet. Pendant ces moments, le Général n'était plus tout à fait lui-même. Il semblait que la fonction politique l'avait porté bien au-delà de l'âge auquel la nature avait fixé sa limite biologique.

Terriblement amaigri, le visage émacié, son corps desséché paraissait avoir divisé son volume par deux. Sorte de survivant perpétuel de la mort, Charles de Gaulle, dont le charme le disputait jadis à l'élégance, qui succombait volontiers aux émerveillements et aux joies de l'existence, le Président était devenu un sac de nerfs éternellement insatisfait. Alors qu'il avait produit l'une des plus grandes œuvres politique de l'Histoire – et il valait mieux éviter d'envisager l'avenir, sans quoi la figure de Charles de Gaulle, liée à celle d'une France devenue Terre, lui donnait des allures de Pan –, alors qu'il aurait pu contempler son œuvre avec la satisfaction du génie au

soir de sa vie, le Général s'abîmait dans la tristesse d'avoir « *sacrifié la France du jeune Barrès et du vieux Maurras sur l'autel de la puissance, du progrès social et de l'universalisme* ».

Bien sûr, il y avait quelque chose d'exaltant et même de grandiose dans ce pays qui, à présent, comme au temps de Louis XIV et plus encore, dominait l'univers. Lui, de Gaulle, qui gamin se rêvait général défaisant les armées ennemies, il avait ni plus ni moins terrassé le dragon, et bâti ce que les Anciens auraient qualifié d'empire prodigieux devant les siècles, sur les ruines d'un autre empire, lui, en liquéfaction.

Mais pour accomplir cette certaine idée de la France, pour assouvir son nationalisme intégral, le plus illustre des Français avait dû en vaincre un autre et en évincer une autre, pourtant depuis si longtemps les siens. C'est au prix d'un véritable renversement idéologique et d'une profonde mutation intérieure que Charles de Gaulle avait permis à la France de connaître non pas sa métamorphose, mais un accomplissement inscrit dans le droit fil de son histoire. À la fois dans le strict héritage de la Révolution et dans la plus noble tradition de la monarchie française.

Cette rupture dans la continuité historique la plus rigoureuse fut sans aucun doute la clef de voûte, le secret de son succès. Non, il n'avait pas menti à Messmer ni à Couve. Non, il n'avait pas menti à Debré. Non, il n'avait pas entourloupé les frères Dulles. Il leur avait simplement dit, comme à tant d'autres, ce qu'il pensait. Et puis tout cela fait, Mai 58, la révolution d'Alger, l'opération *Résurrection*, l'onction du suffrage universel... Quand il avait débarqué en Algérie, puis en Afrique noire, l'enthousiasme des foules, leur humanité passionnée l'avaient submergé. Tous ces hommes et ces femmes qui l'acclamaient, qui hurlaient son nom en pleurant, ces Français de toutes races qui, jetés dans les bras les uns des autres, voyaient en lui l'incarnation de leur fraternité, de la République, comment aurait-il pu les trahir ? Comment aurait-il pu leur dérober, finalement, tout ce qu'il leur avait promis et,

dès lors, déjà abandonné ? Alors De Gaulle s'était résolu à déjouer Debré, à dégommer Couve et Messmer, à entourlouper les Dulles. Plutôt que d'assassiner cette France qui n'était pas encore la sienne...

Et puis, au-delà des mouvements des hommes, il y avait la *vision* confiée à Phouma. L'un de ses soirs de désespoir, quand les spectres de Barrès et de Maurras se présentaient grimaçants à son chevet, tandis qu'un grand voile noir descendait, glacé, sur sa tête et saisissait sa nuque d'affreux picotements comme jadis, une nuit obscure de janvier 1957, dans la DS qui le menait à Paris, il hurla, s'époumona comme écartelé dans un supplice de cauchemar, en tentant d'expliquer à ses juges abominables les raisons déchirantes de ses choix :

« L'unité de l'humanité, nécessaire à l'accomplissement du sixième saut, qui n'est en réalité que l'expansion du cinquième : voilà ce à quoi nous devons œuvrer ! C'est pourquoi, malgré que j'en aie, je devais accomplir l'égalité fraternelle entre la métropole et l'Empire, afin d'assurer l'unité de la France, étape vers l'unité du monde que notre désagrégation nationale eût ralentie – je ne veux dire compromise ! Ayez pitié de moi, ayez pitié de moi, ayez pitié de moi !³ »

Alerté par les hurlements du Général, Raymond Sabot fit irruption dans la chambre. Il trouva De Gaulle évanoui, son grand corps squelettique recroquevillé dans la position du fœtus, sa bouche sans lèvres exhalant sans fin un imperceptible :

« Ayez pitié de moi... »

Épilogue

« *La mort de la France* »

Depuis vingt-quatre heures, les ondes de l'ORTF ne diffusaient plus que des marches funèbres. Pressentant la nouvelle, le Pays était saisi d'un interminable effroi.

Enfin, ce samedi 17 novembre 1986, le Premier ministre, vêtu de noir et arborant une pochette blanche, couleur du deuil en Asie, la mine défaite après une longue nuit qu'on devinait sans sommeil, annonça aux Français la tragique nouvelle : De Gaulle était mort.

« *La France est morte, serais-je tenté de dire, si je ne la savais éternelle* », conclut Souvanna Phouma, dans une formule dont chacun saisit l'indiscutable vérité. Le Général venait de fêter ses quatre-vingt-seize ans. Son quatrième mandat devait s'achever dans un peu plus d'un mois.

D'immenses rassemblements devenus bientôt des cortèges innombrables se formèrent dans les grandes villes françaises. À Brazzaville, c'est la foule entière qui semblait pleurer. Dakar, Abidjan, Niamey, Bangui, Ouagadougou paraissaient avoir cessé de vivre. À Paris, les places de l'Étoile-Afrique, de la République, de la Bastille, de la Nation et de la Concorde, étaient densément peuplées d'une foule silencieuse. À Alger, l'effervescence habituelle avait fait place à une torpeur étrange et lugubre. Casablanca, Rabat, Tunis, autant que Montréal, Fort-de-France et Port-au-Prince, paraissaient vidés de leur population. De l'autre côté de la Terre, dans les départements d'Asie, à Vientiane, à Phnom-Penh et à Saïgon-Hô-Chi-Minh-Ville, les rues étaient blanches des étoffes que des milliers de mains avaient accrochées aux devantures des échoppes ou aux fenêtres des façades, jusqu'aux vélos et aux vêtements des passants. Sur chaque visage, ici comme partout ailleurs en

France, quels que fussent les traits de leurs races, les expressions étaient labourées d'une universelle tristesse. Même les enfants, d'ordinaire joyeux ou insoucians devant la mort, semblaient accablés.

La disparition de Charles de Gaulle bouleversa les masses et provoqua le plus grand rassemblement jamais vu dans l'histoire. Au moins vingt millions de personnes venues de tous les horizons du Pays se réunirent à Alger pour accompagner le Président dans son dernier voyage. Une SM noire transformée en corbillard quitta l'Élysée. Elle fit le tour de la ville en passant par le port, jusqu'à revenir au Jardin d'essai, où le Général fut enterré sous une gigantesque croix de Lorraine. Autour du mausolée, cent essences d'arbres, fleurs et plantes différentes, venues des quatre coins de *l'Empire*, et donc du monde, entremêlaient leurs couleurs et leurs parfums. Jacqueline de Gaulle se tint debout, très digne, durant quinze longues minutes, devant le tombeau.

Derrière le cortège funèbre qui traversait la capitale, dans un mélange étrange de silence et de chants, parfois même de danses, venus des cinq continents, le gros de la foule était composé bien sûr d'Algériens (8 millions), mais aussi de Maghrébins (Maroc, Tunisie, Fezzan) en grand nombre (au moins 5 millions), de Subsahariens (5 millions), d'Hexagonaux (3 millions) et d'étrangers (un quart de million, venus de tous les pays). Les Indochinois, les Argentins, les Québécois, les Caraïbéens et les Océaniens, forcément un peu sous-représentés du fait de la distance, étaient tout de même nombreux aux funérailles : environ 500 000 d'entre eux firent le voyage, ce qui avait nécessité pendant quinze jours de véritables ponts aériens.

L'inhumation du Général eut lieu à Alger, mais selon son vœu, une mèche de ses cheveux fut placée dans une urne au cœur de la crypte du Panthéon, à Paris, surmontée de cette inscription voulue par lui pour sa tombe à Colombey⁴:

« *De Gaulle a servi la France absolue* »

ANNEXES

Annexe I

Discours de Charles de Gaulle, Alger, 4 juin 1958.

« Je vous ai compris ! Je sais ce qui s'est passé ici... Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie, c'est celle de la rénovation et de la fraternité...

Je dis la rénovation à tous égards. Mais très justement, vous avez voulu que celle-ci commence par le commencement, c'est-à-dire par nos institutions, et c'est pourquoi me voilà...

Et je dis la fraternité parce que vous offrez ce spectacle magnifique d'hommes qui d'un bout à l'autre, quelles que soient leurs communautés, communient dans la même ardeur et se tiennent par la main...

Eh bien ! De tout cela je prends acte au nom de la France... et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère que dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants... il n'y a que des Français à part entière... des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs...

Cela signifie qu'il faut ouvrir des voies qui jusqu'à présent étaient fermées devant beaucoup.

Cela signifie qu'il faut donner les moyens de vivre à ceux qui ne les avaient pas...

Cela signifie qu'il faut reconnaître la dignité de ceux à qui on la contestait...

Cela veut dire qu'il faut assurer une patrie à ceux qui pouvaient douter d'en avoir une.

L'armée, l'armée française, cohérente, ardente, disciplinée, sous les ordres de ses chefs, l'armée éprouvée en tant de circonstances et qui n'en a pas moins accompli ici une œuvre magnifique de compréhension et de pacification, l'armée française a été sur cette terre le ferment, le témoin, et elle est le garant du mouvement qui s'y est développé. Elle a su endiguer le torrent pour en capter l'énergie. Je lui rends hommage. Je lui exprime ma confiance. Je compte sur elle pour aujourd'hui et pour demain.

Français à part entière dans un seul et même collège, nous allons le montrer, pas plus tard que dans trois mois dans l'occasion solennelle où tous les Français, y compris les dix millions de Français d'Algérie, auront à décider... auront à décider de leur propre destin...

Pour ces dix millions de Français-là, leurs suffrages compteront autant que les suffrages de tous les autres... Ils auront à désigner, à élire, je le répète en un seul collège, leurs représentants pour les Pouvoirs publics, comme le feront tous les autres Français...

Puissent-ils participer en masse à cette immense démonstration, tous ceux de vos villes, de vos douars, de vos plaines, de vos djebels.

Puissent-ils même y participer ceux-là, qui par désespoir ont cru devoir mener sur ce sol un combat dont je reconnais, moi, qu'il est courageux, car le courage ne manque pas sur la terre d'Algérie... qu'il est courageux, mais qu'il n'en est pas moins cruel et fratricide.

Moi, de Gaule, à ceux-là j'ouvre la porte de la réconciliation...

Jamais plus qu'ici et plus que ce soir, je n'ai senti combien c'est beau, combien c'est grand, combien c'est généreux la France ! Vive la République ! Vive la France ! »

Annexe II

Discours de Charles de Gaulle, Mostaganem, 6 juin 1958. Face au Général, une foule à majorité arabo-berbère.

« La France entière, le monde entier, sont témoins de la preuve que Mostaganem apporte aujourd'hui que tous les Français d'Algérie sont les mêmes Français. Dix millions d'entre eux sont pareils, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Il est parti de cette terre magnifique d'Algérie un mouvement exemplaire de rénovation et de fraternité. Il s'est élevé de cette terre éprouvée et meurtrie un souffle admirable qui, par-dessus la mer, est venu passer sur la France entière pour lui rappeler quelle était sa vocation ici et ailleurs.

C'est grâce à cela que la France a renoncé à un système qui ne convenait ni à sa vocation, ni à son devoir, ni à sa grandeur. C'est à cause de cela, c'est d'abord à cause de vous qu'elle m'a mandaté pour renouveler ses institutions et pour l'entraîner, corps et âme, non plus vers les abîmes où elle courait mais vers les sommets du monde.

Mais, à ce que vous avez fait pour elle, elle doit répondre en faisant ici ce qui est son devoir, c'est-à-dire considérer qu'elle n'a, d'un bout à l'autre de l'Algérie, dans toutes les catégories, dans toutes les communautés qui peuplent cette terre, qu'une seule espèce d'enfants.

Il n'y a plus ici, je le proclame en son nom et je vous en donne ma parole, que des Français à part entière, des compatriotes, des concitoyens, des frères qui marchent désormais dans la vie en se tenant par la main.

Une preuve va être fournie par l'Algérie tout entière que c'est cela qu'elle veut car, d'ici trois mois, tous les Français d'ici, les dix millions de Français d'ici, vont participer, au même titre, à l'expression de la volonté nationale par laquelle, à mon appel, la France fera connaître ce qu'elle veut pour renouveler ses institutions. Et puis ici, comme ailleurs, ses représentants seront librement élus et, avec ceux qui viendront ici, nous examinerons en concitoyens, en compatriotes, en frères, tout ce qu'il y a lieu de faire pour que l'avenir de l'Algérie soit, pour tous les enfants de France qui y vivent, ce qu'il doit être, c'est-à-dire prospère, heureux, pacifique et fraternel.

À ceux, en particulier qui, par désespoir, ont cru devoir ouvrir le combat, je demande de revenir parmi les leurs, de prendre part librement, comme les autres, à l'expression de la volonté de tous ceux qui sont ici. Je leur garantis qu'ils peuvent le faire sans risque, honorablement.

Mostaganem, merci ! Merci du fond de mon cœur, c'est-à-dire du cœur d'un homme qui sait qu'il porte une des plus lourdes responsabilités de l'Histoire. Merci, merci, d'avoir témoigné pour moi en même temps que pour la France ! Vive Mostaganem ! Vive l'Algérie ! Vive la République ! Vive la France ! »

Le Général s'éloigne du micro.

La foule scande : « *Algérie française* ».

Le Général revient au micro et dit :

« *Vive l'Algérie française !* »

Annexe III

Extraits de « Propositions de mesures immédiates pour le département de la France d'outre-mer. (Possessions assimilées au territoire métropolitain, colonies, pays de protectorat). Le but : unité de la plus grande France. », publié dans Au service de la renaissance française, sous-titré Propositions du Parti communiste français relatives aux premières mesures à prendre lors de la libération par les différents départements ministériels. L'ouvrage, d'abord paru dans la clandestinité, fut publié aux Éditions du Parti communiste français en 1944.

On peut y lire, aux pages 104-113 :

« Il y a sans doute peu de domaines de l'activité nationale où la nécessité de réformes profondes se fasse autant sentir que dans les choses de la France d'outre-mer. Le but à atteindre est clair : unité et intégrité de la plus grande France, des Antilles à Madagascar, de Dakar et de Casablanca à l'Indochine et à l'Océanie. Notre pays est une puissance des cinq parties du monde et ne découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être au profit d'autres grands États, en abdiquant en leur faveur une part de sa souveraineté sur les territoires ou sur les richesses, en consentant soit à des détournements politiques, soit à de trop grandes concessions économiques. (...) Demain, l'idée de la grandeur française sortira renouvelée de ces six années d'abaissement qui ont commencé aux sombres jours de Munich ; notre peuple prendra conscience de l'étendue de ses responsabilités sur toute la surface du globe comme il ne l'avait jamais fait dans le passé ; les choses d'outre-mer cesseront d'être le monopole de groupes de fonctionnaires et de soldats, sinon la proie d'une clique d'affairistes. La nation dans sa totalité sentira que son autorité sur le continent européen – autorité dont ne dépendent rien de moins que sa sécurité et sa vie – est liée à la grandeur de son rôle mondial. (...) Étude de la participation des populations d'outre-mer (colons français et populations

indigènes) à la représentation nationale ; possibilité d'un corps représentatif spécial (Chambre de la France d'outre-mer) : électorat, éligibilité, compétence, rapport avec le parlement métropolitain, etc. Le mot d'ordre du régime de Pétain a été l'inverse : c'était la « décentralisation de l'Empire », et cette consigne soi-disant réaliste couvrait le refus d'une politique d'association véritable et d'assimilation progressive des populations d'outre-mer, refus qui conduisait à son tour au démembrement de « l'Empire » par les chemins, d'une part, de l'autonomie chère aux grands intérêts capitalistes et, d'autre part, du séparatisme indigène favorisé par l'évolution des indigènes dans une sphère fermée. (...) La question du statut politique futur des populations de nos territoires d'outre-mer n'est pas l'affaire des bureaux. C'est l'affaire de tout le pays, parce que les destinées du pays en dépendent littéralement. (...) Qu'il faille profiter du sens ravivé de la grandeur française dans l'opinion nationale pour recruter au lendemain de la guerre de jeunes hommes d'élite au service des fonctions coloniales, cela n'a guère besoin d'être démontré, mais cela est plus essentiel que tout ce qui précède. Du crédit renouvelé de l'idée de civilisation, de la ferveur qui l'entourera, il peut naître une vocation missionnaire, épurée chez des milliers d'hommes neufs, capables de réaliser avec foi, avec enthousiasme, la transformation grandiose et nécessaire que décrètera la Constituante. Cette élite du dévouement et de la conviction est pour une grande part dans l'armée en uniforme et sans uniforme, dans toutes les couches de cette double armée, y compris les plus populaires ; il faudra aller l'y chercher, donner à ceux de ses membres qui n'ont pas pu pousser leur instruction les moyens de le faire, montrer à la jeunesse, au moment où elle posera les armes, la beauté d'une œuvre qui consiste à briser les chaînes en scellant l'union des cœurs, à aider à relever la condition humaine de soixante-dix millions d'êtres, tout en fortifiant la France, lui faire entendre, à cette jeunesse triomphante, l'appel à une autre lutte et à une autre victoire pour la Patrie. La réorganisation de la France d'outre-mer vaudra, avant tout, ce que vaudront ses artisans, et il s'agit de choisir ceux qui y verront moins une carrière avec ses avantages qu'un apostolat exaltant, ceux qui regarderont vraiment comme des frères le docker de Dakar et le paysan d'Annam, ceux qui aimeront ces peuples, qui prendront la peine

d'apprendre la langue indigène et de se familiariser avec les coutumes locales, qui sauront vraiment rendre indestructibles l'unité de la plus grande France. »

Pourtant, moins de quinze ans plus tard, le 17 juillet 1958, à propos du référendum du 28 septembre sur la nouvelle constitution auquel devaient participer toutes les populations d'outre-mer en même temps que celles de métropole, Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, déclara :

« (...) Nous ne parlons même pas des conditions bien particulières dans lesquelles le plébiscite doit se dérouler. Pourquoi, par exemple, quatre millions de musulmans d'Algérie, auxquels on refuse le droit de régler leurs propres affaires, doivent-ils déterminer le sort de la France ? Encore ne s'agira-t-il que d'une fiction, personne ne croyant à la sincérité d'un vote émis dans les conditions de l'état de siège, avec la suppression de toutes les libertés et sous le contrôle de la force armée. Bien plus : on annonce que tous les peuples d'outre-mer participeront au référendum. C'est la peur du peuple français qui a dicté cette décision. De toute façon, on ne réussira pas à intimider par de telles méthodes les masses républicaines de notre pays. Même si le général-président devait fabriquer une majorité avec les suffrages d'outre-mer tandis que le peuple français dirait non, ce ne sont pas les millions de voix rassemblées par les parachutistes et les gouverneurs des colonies qui pourraient décider du sort de la France ! (...) »

Rapport prononcé lors de la Conférence nationale du Parti communiste français, et paru dans « L'Humanité » le 18 juillet 1958.

Annexe IV

Extrait de *Les Deux Sources de la morale et de la religion* (1932) d'Henri Bergson, rééd. PUF, coll. « Quadrige », 1984, p. 329-331.

« L'homme ne se soulèvera au-dessus de terre que si un outillage puissant lui fournit le point d'appui. Il devra peser sur la matière s'il veut se détacher d'elle. En d'autres termes, la mystique appelle la mécanique. On ne l'a pas assez remarqué, parce que la mécanique, par un accident d'aiguillage a été lancée sur une voie au bout de laquelle étaient le bien-être exagéré et le luxe pour un certain nombre, plutôt que la libération pour tous. Nous sommes frappés du résultat accidentel, nous ne voyons pas le machinisme dans ce qu'il devrait être, dans ce qui en fait l'essence.

Allons plus loin. Si nos organes sont des instruments naturels, nos instruments sont par là même des organes artificiels. L'outil de l'ouvrier continue son bras ; l'outillage de l'humanité est donc un prolongement de son corps. La nature, en nous dotant d'une intelligence essentiellement fabricatrice, avait ainsi préparé pour nous un certain agrandissement. Mais des machines qui marchent au pétrole, au charbon, à la « houille blanche » et qui convertissent en mouvement des énergies potentielles accumulées pendant des millions d'années, sont venues donner à notre organisme une extension si vaste et une puissance si formidable, si disproportionnée à sa dimension et à sa force, que sûrement il n'en avait rien été prévu dans le plan de structure de notre espèce : ce fut une chance unique, la plus grande réussite matérielle de l'homme sur la planète. Une impulsion spirituelle avait peut-être été imprimée au début : l'extension s'était faite automatiquement, servie par le coup de pioche accidentel qui heurta sous terre un trésor miraculeux.

Or, dans ce corps démesurément grossi, l'âme reste ce qu'elle était, trop petite maintenant pour le remplir, trop faible pour le diriger. D'où le vide entre lui et elle. D'où les redoutables problèmes sociaux, politiques, internationaux, qui sont autant de définitions de ce vide et qui, pour le combler, provoquent aujourd'hui tant d'efforts désordonnés et inefficaces : il y faudrait de nouvelles réserves d'énergie potentielle, cette fois morale.

Ne nous bornons donc pas à dire, comme nous le faisons plus haut, que la mystique appelle la mécanique. Ajoutons que le corps agrandi attend un supplément d'âme, et que la mécanique exigerait une mystique. Les origines de cette mécanique sont peut-être plus mystiques qu'on ne le croirait ; elle ne retrouvera sa direction vraie, elle ne rendra des services proportionnés à sa puissance, que si l'humanité qu'elle a courbée encore davantage vers la terre arrive par elle à se redresser, et à regarder le ciel. »

1 Selon Jean Lacouture, dans leurs *Entretiens* publiés en 1984, le Général aurait nuancé l'hypothèse d'un pétrole entièrement abandonné au FLN, en évoquant plutôt un « partage à la noix » : « *Les petits malins voulaient que je livre le Sahara, ses populations, son pétrole et son gaz, au FLN. En contrepartie, celui-ci s'engagerait à nous rétrocéder chaque année la moitié des hydrocarbures. Le Sahara n'ayant jamais fait partie de l'Algérie que par la grâce de la France, ses populations ayant toujours fait preuve d'une parfaite loyauté à notre égard et d'une défiance absolue vis-à-vis du FLN, cette opération n'aurait eu aucune justification politique ni historique. (...) Au demeurant, évidemment, pareil montage, en nous conservant une partie plus ou moins substantielle des énormes ressources énergétiques de l'Algérie, comme en général celles de nos territoires d'Afrique, nous aurait permis de financer le développement de l'Hexagone durant dix ou vingt ans de plus. Cette manne nous aurait donné les moyens d'entourlouper les masses métropolitaines, en ensevelissant dans l'opulence la folie de l'abandon [de l'Outre-Mer]. En somme, nous aurions puisé dans notre crime la source de son maquillage ! Mais je vous pose la question : une fois De Gaulle disparu, que serait-il advenu de ce marché de margoulins ? Il ne fait aucun doute que, dès mon tombeau refermé, le FLN se serait empressé de dénoncer nos accords, de nationaliser le pétrole pour s'en mettre plein les poches. Bien entendu, les populations algériennes n'en auraient jamais vu la couleur. Et pour nous, la fontaine magique se serait subitement tarie... » , pp. 208-209.*

2 Il s'agit en réalité de coussinets en forme de lamelles adhésives constituées de poils microscopiques, les sétules.

3 Cette ultime crise gaullienne au seuil du trépas est dénoncée comme apocryphe par les partisans du Général, au premier rang desquels Max Gallo dans son fameux *Saint de Gaulle* (Robert Laffont, 1998). A l'inverse, tout dernièrement, l'historien Tristan Le Joncour, dans son passionnant essai *Charles-Marie-Photius l'Africain* (La Table ronde, 2018), après s'être employé à en démontrer l'authenticité, note dans sa conclusion : « *De Gaulle a mal compris Maurras [...] [car] en accomplissant l'unité francitaire entre outre-mer et pré carré il a en réalité, loin de la trahir, fondamentalement respecté et appliqué la pensée du Maître.* » La thèse de M. Le Joncour est audacieuse. Pourtant, dans le cadre républicain avec lequel devait composer De Gaulle, il était inévitable d'accorder l'égalité politique aux Arabo-Berbères et à tous les autres indigènes de l'Empire. A moins d'admettre les frustrations, les humiliations, les mécontentements qui en eussent découlé et, partant, les guerres perpétuelles, c'est-à-dire à terme la sécession. Or cette égalité politique, pivot de la Révolution de Mai, si l'on s'en tient à ses *Pages Africaines*, aurait été condamnée par Maurras. Sous cet angle, le Général avait raison de se repentir devant son spectre. Bien sûr, on pourra objecter que les *Pages Africaines* datent de 1940 et que Maurras étant mort en 1952, il n'a jamais connu la Révolution de Mai. Lui eût-elle ouvert les yeux sur l'impératif et les bienfaits de l'égalité ? Mais parole à la défense en l'argumentaire de Le Joncour : « *Que le prince de Bismarck ait encouragé le régime issu du coup d'Etat défaitiste du 4 septembre 1870 [la IIIe République] à détourner l'énergie nationale de la ligne bleue des Vosges pour substituer au souvenir de l'Alsace-Moselle celui d'un Empire sur lequel ne se coucherait point le soleil, que cette manœuvre ait été rapidement aperçue et dénoncée par les patriotes ne laisse nulle place au doute – mais la doctrine du nationalisme intégral [de Charles Maurras] devait, aux prises avec l'histoire, ne pas se contenter bien longtemps du clairon sentimental dans lequel avait soufflé Paul Déroulède. [...]* Dans une

conférence sur l'empire colonial prononcée le 10 janvier 1936 et composant le dernier chapitre de ses Pages africaines (1940), Charles Maurras confesse avoir d'abord épousé les idées des conservateurs qui, de 1875 à 1885, devant l'immense perspective géographique, hésitaient beaucoup, même rechignaient, et si fortement qu'ils entraînaient et déterminèrent Clemenceau. [...] [Cependant,] éclairé par les prévisions des nobles libéraux impérialistes – français comme Tocqueville et Prévost-Paradol (la France d'Afrique... stade suprême de la France nouvelle !) mais aussi étrangers comme Disraéli et Bethmann Hollweg –, Maurras avait compris (dès Kiel & Tanger) l'irrésistibilité de la marche aux nations-empires [...]. Maurras explique avoir [...] reconnu dans l'effort national vers l'Afrique l'entreprise de petites équipes spécialisées – la démocratie d'Etat laissant réaliser ses desseins par la marine, l'armée et les missionnaires – vestiges de l'Ancien Régime. En somme, la démonstration [maurrassienne] vise à prouver l'excellence de la forme monarchique, la nécessité d'icelle pour le maintien et le développement de l'Empire qu'une ploutocratie électorale [...] ne saura défendre efficacement avant de se résoudre à le liquider. Dans la préface du même ouvrage, "Excuse à l'Algérie", Maurras emploie déjà ces arguments. [...] Les frères Dulles gobèrent d'autant plus facilement ce que leur servit le Général que ce dernier pouvait faire valoir qu'il se contentait de remettre au goût du jour un vieux programme [celui du largage de l'Outre-Mer, que portaient dès les années 1930 une partie de l'administration publique et du grand patronat] et même d'en supprimer les ultimes réserves [...]. Maurras, ne voyant que la grandeur de la France et son apport substantiel aux peuples colonisés, s'il ne se posait guère la question des apports à la métropole, ne peut donc être tenu plus longtemps pour un partisan du repli ou de l'abandon. Face au régime d'exportation des libertés par les armes et le marché – la politique de Voltaire et des Girondins reprise par Jules Ferry –, négateur des spécificités ethniques et culturelles, le Martégal ne cesse d'opposer l'exemple des Marchand, Galliéni, Lyautey dont la vision politique tint compte de tout ce qui différenciait les Gaules des Afriques, des Amériques et des Indes conquises de François I^{er} à Louis XV. La pensée encyclopédiste ne considère qu'un homme abstrait, une entité juridique liée à d'autres par un contrat que l'on peut dénoncer dès que l'on n'en tire plus bénéfice. La démocratie pure dégénère soit en oligarchie, soit en ochlocratie ; elle ne peut se maintenir que par une centralisation sans fin et l'anthropologie libérale dont elle est tributaire n'offre alors que deux options : ou l'on place en-dehors de la collectivité – par une hiérarchisation sans appel – les races fédérées non encore parvenues au stade de développement requis, ou l'on impose un régime d'indistinction par le nivellement. La compartimentation raciale du développement séparé et l'uniformisation antiraciste du bolchevisme ne sont que les deux tendances impolitiques (et parfois simultanées comme les défunts Etats-Unis nous en donnèrent l'exemple) du melting pot cosmopolite, là où (pour paraphraser Proust) l'universalisme éclot à la cime des particularités. »

- 4 La tombe de Charles de Gaulle à Colombey ne contient que son uniforme de général deux étoiles et une fiole de son sang, selon sa dernière volonté rapportée par son épouse. Le soir de son ultime allocution télévisée, le Président avait exprimé le souhait que son corps reposât à Alger, « en cette terre africaine d'où est partie la Révolution de Mai ».

TABLE

Prologue

I.

Prémices de la Révolution ou le temps des dupes

Mémoires trahis – De Sud en Nord – De Nord en Sud – D’Est en Ouest – Le masque et les « *cacahuètes* » de l’*Intégration* – Anthropologie et Intégration – L’Intégration selon Soustelle – Les ennemis de l’Intégration – Le bébé et l’eau du bain – Le micmac de Mai – La « *Révolution de 58* » – « *À nous deux, Alger !* » – Le Plan de Constantine – Scolarité, santé, égalité – le « *miracle* » algérien – Vraies et fausses bannières – Le « *chemin de croix* » de Michel Debré – « *Un rocher de cristal surplombant les nuages* » – « *Ici et ailleurs* » – Afrique subsaharienne : la tournée triomphale – « *N’Gol* » à Dakar – L’expérience gabonaise – La « *Glorieuse de Soixante* » – La citerne de Pontarlier – « *Le monstre paiera* » – Rebiha Khebtani parle – L’« *Opération Tilsitt* » – La grue du *France* – Debré implose – Le Grand-Croix Si Salah – Le Général et l’espace – Dulles vs De Gaulle – Vastes chambardements – L’affaire Elizabeth Law-Higgins – L’opposition à De Gaulle : URSS et PCF, Mendès France et Mitterrand – L’amertume des « *Dindons* ».

II.

Deuxième mouvement de la Révolution ou le ministère Senghor

Le « *grand tournant* » – Le gouvernement Senghor : Départements en cascade – L'abbé Youlou s'enflamme, Senghor réagit – Réaction en chaîne – Le Plan Senghor-Bidault pour l'Éducation – Le ralliement de Ruben Um Nyobè – La « *French-African fever* » (« *fièvre franco-africaine* ») – Liza Liberty – L'affaire Dulles (suite) – L'hommage de la République à « *Liza* » – L'affaire Spellini – Robert Schuman dans le box – De Gaulle l'Allemand – « *Plusieurs générations l'auraient peut-être permis...* » – Senghor vs USA – L'Amérique nègre se soulève – « *Dixie* » s'embrase à son tour – Divinations élyséennes – Retour du Laos – Tournée fraternelle en Indochine – De Gaulle et l'espace – « *Ce Johnson est un plaffieux* » – Les lataniers du Sikorsky – Le « *dossier du Deccan* » – La théorie gaullienne des « *agglomérations* » – L'affaire Krasucki – Le procès de Krasu – L'affaire La Boisserie.

III.

Troisième mouvement de la Révolution ou le ministère Lévi-Strauss

« *Mademoiselle Lama* » – La présidentielle de 1965 – L'anthropologie à Matignon – Le souper de Versailles – La nouvelle capitale – Le réveil tunisien – Maroc, chat échaudé – « *Vive le Québec libre !* » – « *La question cruciale de la religion* » – Protection des cultures, « *ICF* » et « *CUI* » – La piqûre du Val-de-Grâce – De Gaulle, Éros et Thanatos – PCG vs PCF – Le tandem Krasucki-Mitterrand – Roosevelt selon De Gaulle – Les « *Plus Grandes Commémorations* » – De Gaulle vs Johnson – Métamorphose de l'Algérie – La sociologie algérienne selon Bourdieu.

IV.

Quatrième mouvement de la Révolution ou le ministère Abbas

L'ironie de Sirius – L'Algérie poursuit son ascension – Écologie gaullienne : le discours de Tamanrasset – Vers l'Afrique industrielle – Le cas Mobutu – Razzia au Fezzan – La Tunisie rattachiste – Le dégel marocain – Images de presse – Vraie-fausse présidentielle – Le triomphe de Bourgault – De Dixie en Washingtonie – « *Krasu-le-Rouge* » – Art : le « *Réalisme gaullien* » – L'« *Opération Séoud* » – « *Le malheur qui nous fut épargné* ».

V.

Cinquième mouvement de la Révolution ou le ministère Phouma

Les « *provinces d'Asie* » au pouvoir – « *Cet étrange pays qu'est la France* » – Les espiègleries de Senghor – Ralliement du Viêt-Nam – Krasu toujours à l'œuvre – Le cas portugais – Le « *casus belli* » canadien – Le cas « *Albion* » – Le « *plan Cyrano* » – « *Le Péron français* » – « *Maturité de la démocratie* » – Les « *agglomérations* » selon Phouma... et Boganda – Surenchère dans la francophilie – La parabole de la tarante – De Gaulle eschatologue – « *Dans l'eau vivante de ses rivières...* » – Le caprice du Général – « *Saint-Gors* » et la mode de la « *poétisation* » des noms – Le drame intérieur.

Épilogue

« *La mort de la France* »

Annexe I

Discours de Charles de Gaulle,
Alger, 4 juin 1958.

Annexe II

Discours de Charles de Gaulle,
Mostaganem, 6 juin 1958.

Annexe III

Extraits de

« *Propositions de mesures immédiates pour
le département de la France d'outre-mer.* »
Éditions du Parti communiste français, 1944.

Annexe IV

Henri Bergson

*Les Deux Sources de la morale
et de la religion (1932)*

Notes